

RAPPORT

Recife,
Brésil,
2-7 octobre
1988

**Vingtième Conférence
régionale de la FAO
pour l'Amérique latine
et les Caraïbes**



**Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation et l'agriculture**

Etats Membres de la FAO desservis par le Bureau régional de la FAO pour l'Amérique latine et les Caraïbes (au 7 octobre 1988)

Antigua-et-Barbuda	Dominique	Panama
Argentine	El Salvador	Paraguay
Bahamas	Equateur	Pérou
Barbade	Grenade	République dominicaine
Belize	Guatemala	Saint-Christophe-et-Nevis
Bolivie	Guyana	Saint-Vincent-et-Grenadines
Brésil	Haïti	Sainte-Lucie
Chili	Honduras	Suriname
Colombie	Jamaïque	Trinité-et-Tobago
Costa Rica	Mexique	Uruguay
Cuba	Nicaragua	Venezuela

Lieu et date des conférences régionales de la FAO pour l'Amérique latine et les Caraïbes

Première	—	Quito, Equateur, 18-25 septembre 1949
Deuxième	—	Montevideo, Uruguay, 1-12 décembre 1950
Troisième	—	Buenos Aires, Argentine, 1-10 septembre 1954
Quatrième	—	Santiago, Chili, 19-30 novembre 1956
Cinquième	—	San José, Costa Rica, 12-21 novembre 1958
Sixième	—	Mexico, Mexique, 9-20 août 1960
Septième	—	Rio de Janeiro, Brésil, 17-27 novembre 1962
Huitième	—	Vina del Mar, Chili, 13-29 mars 1965
Neuvième	—	Punta del Este, Uruguay, 5-16 décembre 1966
Dixième	—	Kingston, Jamaïque, 2-13 décembre 1968
Onzième	—	Caracas, Venezuela, 12-20 octobre 1970
Douzième	—	Cali, Colombie, 21 août -2 septembre 1972
Treizième	—	Panama, Panama, 12-23 août 1974
Quatorzième	—	Lima, Pérou, 21-29 avril 1976
Quinzième	—	Montevideo, Uruguay, 8-19 août 1978
Seizième	—	La Havane, Cuba, 26 août-6 septembre 1980
Dix-septième	—	Managua, Nicaragua, 30 août-10 septembre 1982
Dix-huitième	—	Buenos Aires, Argentine, 6-15 août 1984
Dix-neuvième	—	Bridgetown, La Barbade, 5-13 août 1986
Vingtième	—	Recife, Brésil, 2-7 octobre 1988

LARC/88/REP

RAPPORT DE LA
VINGTIEME CONFERENCE REGIONALE DE LA FAO
POUR L'AMERIQUE LATINE ET LES CARAIBES
Recife, 2 - 7 octobre 1988

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE

Rome, 1988

TABLE DES MATIERES

	<u>Pages</u>
<u>RESUME DES PRINCIPALES RECOMMANDATIONS</u>	<u>v - x</u>
	<u>Paragraphes</u>
I. <u>INTRODUCTION</u>	1 - 13
Organisation de la Conférence	1 - 2
Cérémonie d'ouverture	3 - 7
Election du Président, des Vice-Présidents et du Rapporteur	8
Adoption de l'Ordre du jour	9
Déclaration du Directeur général	10 - 13
II. <u>RESUME DES SEANCES</u>	14 - 75
Situation et perspectives de l'alimentation et de l'agriculture dans la Région	14 - 37
Le potentiel de développement agricole et rural de l'Amérique latine et des Caraïbes	38 - 58
Rapport des activités de la FAO dans la Région, notamment sur la suite donnée aux principales recommandations de la dix-neuvième Conférence régionale, et Programme de travail et budget 1988-89	59 - 68
Promotion de l'agroforesterie pour améliorer l'exploitation des terres	69 - 75
III. <u>QUESTIONS DIVERSES</u>	76 - 96
Représentation de la Région au sein du Groupe consultatif de la recherche agricole internationale (GCRAI)	76 - 80
Questions diverses	81
Date et lieu de la vingt et unième Conférence régionale de la FAO pour l'Amérique latine et les Caraïbes	82
Adoption du Rapport	83
Clôture de la Conférence	84 - 85
Déclaration de Recife	96

ANNEXES

- A - Ordre du jour
- B - Liste des participants
- C - Liste des documents
- D - Déclaration du Directeur général
- E - Modification au plan d'action

RESUME DES PRINCIPALES RECOMMANDATIONS

Situation et perspectives de l'alimentation et de l'agriculture dans la Région

A l'attention des gouvernements

La Conférence:

1. S'est déclarée solidaire des pays dévastés par l'ouragan Gilbert, en particulier la Jamaïque et le Mexique, et a souligné la nécessité de fournir d'urgence des secours accrus, d'évaluer les dégâts provoqués directement et indirectement par l'ouragan et d'aider ces pays à se remettre des conséquences de la catastrophe (par. 16).
2. A reconnu qu'il était urgent de mettre fin au long processus de dégradation économique et de restaurer la capacité de croissance sur la base d'un modèle de développement sain et équitable qui soit viable à long terme. Elle a insisté sur l'étroite interrelation du développement et de la paix, la stabilité de l'un étant une garantie essentielle de la stabilité de l'autre (par. 17 et 19).
3. A souligné la nécessité d'une stratégie coordonnée pour résoudre les problèmes communs et tirer un parti maximum du potentiel de la Région (par. 26).
4. A fait observer que les pays développés devraient augmenter l'aide technique et financière qu'ils consacrent au soutien des efforts déployés par les pays de la Région pour surmonter la crise (par. 27).
5. A souligné qu'il faudrait, conformément au principe de coresponsabilité, que les créanciers adoptent d'urgence des critères plus souples pour le traitement et la solution du problème de l'endettement des pays de la Région (par. 28).
6. A demandé que les apports de capitaux extérieurs aux pays de la Région soient réactivés, et que soient supprimés les obstacles aux exportations de ces pays - conditions indispensables à une balance extérieure compatible avec la croissance et le développement (par. 21 et 29).
7. A reconnu la nécessité de faire progresser d'urgence l'intégration régionale en ce qui concerne non seulement le commerce mais aussi les politiques économiques et financières, la sécurité alimentaire régionale, le développement économique et technologique, les échanges culturels et l'exploitation des complémentarités interpays (par. 30).

8. A souligné la nécessité de continuer à renforcer la coopération interinstitutions pour éviter les doubles emplois et optimiser l'utilisation de la coopération technique internationale conformément aux priorités de la Région (par. 33).

A l'attention de la FAO

La Conférence:

9. A demandé que la FAO mette à jour l'étude sur le tabac exécutée par l'Organisation en 1982 (par. 34).

Le potentiel de développement agricole et rural de l'Amérique latine et des Caraïbes

A l'attention des gouvernements

La Conférence:

10. A reconnu que l'étude sur le potentiel de développement agricole et rural de l'Amérique latine et des Caraïbes, ainsi que le Plan d'action qui en est résulté, constituent un cadre général d'analyse dont les pays pourraient s'inspirer pour élaborer leurs programmes, leurs politiques et leurs stratégies de développement agricole et rural (par. 39 et 43).
11. A pleinement reconnu la nécessité d'une politique de développement pour les zones rurales et d'une réorientation nette du secteur agricole en vue d'aider les petits et moyens exploitants et les paysans (par. 44).
12. A fait observer qu'il fallait prêter plus d'attention aux effets négatifs des mesures d'ajustement économique sur les pauvres et les mal nourris (par. 45).
13. A lancé un appel à la communauté internationale et en particulier aux pays développés et aux organismes internationaux de financement pour qu'ils aident à mettre en oeuvre le Plan d'action approuvé par la Conférence (par. 56 et 96).
14. A appelé à la suppression du protectionnisme, des subventions et des autres mesures qui restreignent le commerce international; à l'allègement du fardeau de la dette extérieure; à l'abandon du recours à l'aide alimentaire comme instrument de pression politique; et au renforcement de la participation des femmes aux activités productives en milieu rural (par. 96).
15. A réaffirmé son engagement fondamental de tout mettre en oeuvre pour relancer et renforcer les programmes d'éradication de la faim, de la malnutrition et de la pauvreté rurale, ainsi que les programmes visant la sécurité alimentaire et la prévention de la détérioration des ressources naturelles (par. 96).

16. A fait valoir la nécessité de promouvoir d'urgence l'établissement et la consolidation de liens économiques permanents entre les pays de la Région afin de renforcer la coopération, le commerce intrarégional et l'intégration économique, notamment en ce qui concerne la production vivrière, l'agriculture et le développement rural intégré (par. 96).

A l'attention de la FAO

La Conférence:

17. A estimé que les documents de base (rapport principal et cinq annexes) avaient été établis avec compétence et imagination et contenaient une ample information: ils devraient donc être largement diffusés (par. 42).
18. A suggéré de poursuivre les efforts tendant à incorporer dans la stratégie de développement des considérations découlant de l'analyse des relations entre l'Etat et le secteur privé, et de tenir compte du rôle des entreprises transnationales (par. 46).
19. A instamment invité la FAO à fournir aux Etats Membres qui le lui demanderont une assistance pour la formulation et l'exécution de leurs stratégies et plans de développement rural et agricole. Cela devrait se faire en coopération avec les organisations gouvernementales et non gouvernementales actives dans la Région, et en particulier avec celles qui ont un mandat analogue à celui dont la FAO a été investie il y a deux ans (par. 47).
20. A fait remarquer la nécessité de freiner la destruction alarmante des ressources phytogénétiques de la Région au moyen de recommandations claires et d'une assistance technique accrue (par. 49).
21. A suggéré que la FAO intensifie ses activités pour soutenir l'implantation d'agro-industries dans les zones rurales d'Amérique latine et des Caraïbes (par. 50).
22. A reconnu la nécessité d'inclure dans la stratégie du Plan d'action un programme de développement régional de l'aquaculture bénéficiant du soutien de la FAO (par. 52).
23. A suggéré que la FAO fournisse une assistance technique accrue pour l'identification, la conception, la formulation et l'exécution de projets de développement financés par des organismes internationaux (par. 55).
24. A prié le Directeur général de la FAO de mettre tout en oeuvre pour aider les gouvernements de la région qui le lui demanderont à donner suite aux propositions contenues dans le Plan d'action (par. 96).
25. A invité la FAO, en tant qu'organe des Nations Unies spécialisé dans le secteur alimentaire et agricole, à allouer suffisamment de ressources dans son Programme ordinaire et à aider à mobiliser des fonds de la communauté internationale, pour mettre en oeuvre les propositions et mesures énoncées dans le Plan d'action (par. 96).

Activités de la FAO dans la région

A l'attention des gouvernements

La Conférence:

26. A exprimé le désir de continuer à mettre en commun avec les autres pays de la Région les connaissances, l'expérience et les progrès accomplis, dans le cadre du Système de réseaux de coopération technique parrainé par le Bureau régional de la FAO pour l'Amérique latine et les Caraïbes, et elle a souligné les résultats positifs obtenus (par. 66).
27. A demandé à tous les Etats Membres de la FAO, et en particulier au premier contribuant, d'honorer leur engagement de régler promptement leurs contributions au budget de la FAO (par. 68).

A l'attention de la FAO

La Conférence

28. A réitéré sa demande d'aide d'urgence accrue aux pays touchés par l'ouragan Gilbert (par. 64).
29. A insisté sur l'urgente nécessité de consacrer à l'Amérique latine et aux Caraïbes une part accrue des ressources de l'Organisation et des fonds alloués par le PNUD. (par. 65).
30. A demandé que le Bureau régional, assisté des pays eux-mêmes, continue à identifier et à préparer des projets régionaux et sous-régionaux qui satisfassent aux besoins actuels de la Région et coïncident avec les priorités de certains pays donateurs, afin de s'assurer leur financement (par. 67).

Promotion de l'agroforesterie pour améliorer l'exploitation des terres

A l'attention des gouvernements

La Conférence:

31. A exhorté les Etats Membres à poursuivre leurs efforts visant à freiner la détérioration de l'environnement et à inverser la situation actuelle de dégradation des ressources naturelles en renforçant les programmes de foresterie et de protection de l'environnement (par. 72).
32. A recommandé l'adoption du Plan forestier tropical pour la Région, qui a été examiné à la réunion de haut niveau tenue à la Jamaïque en avril 1988 (par. 74).

A l'attention de la FAO

La Conférence:

33. A demandé à la FAO d'accroître son assistance aux pays en introduisant des modèles agro-sylvo-pastoraux viables, ce qui représente le moyen le plus efficace d'assurer une utilisation durable des ressources naturelles (par. 69 et 73).
34. A recommandé que le Réseau de coopération technique sur l'agroforesterie soit renforcé de façon à s'acquitter encore plus efficacement de sa tâche, et que la FAO soumette au PNUD une proposition en faveur d'un projet régional de promotion des systèmes agroforestiers (par. 74).

Représentation de la Région au sein du Groupe consultatif de la recherche agricole internationale (GCRAI)

A l'attention des gouvernements

La Conférence:

35. A élu le Brésil pour représenter la Région au GCRAI pendant la période 1989-1992 (par. 79).
36. A souligné qu'il serait utile d'améliorer la circulation de l'information sur les activités du GCRAI entre les représentants de la Région et les pays (par. 80).

A l'attention de la FAO

La Conférence:

37. A suggéré que le Bureau régional de la FAO soit utilisé comme filière de communication efficace entre les représentants de la région au GCRAI et les pays (par. 80).

Questions diverses

A l'attention de la FAO

La Conférence:

38. A demandé que la FAO, en accord avec les représentants permanents des pays à Rome, étudie les moyens d'organiser les futures conférences régionales pour l'Amérique latine et les Caraïbes de telle sorte que les ministres de l'agriculture puissent participer davantage aux débats pendant une brève période (par. 81).

Date et lieu de la vingt et unième Conférence régionale de la FAO pour l'Amérique latine et les Caraïbes

A l'attention de la FAO

La Conférence:

39. A noté avec satisfaction l'offre de la délégation de l'Equateur d'accueillir la vingt et unième Conférence régionale en 1990 et a prié le Directeur général de décider de la date et du lieu de la Conférence après avoir consulté le Gouvernement équatorien et les gouvernements d'autres Etats Membres de la Région (par. 82).

INTRODUCTION

Organisation de la Conférence

1. La vingtième Conférence régionale de la FAO pour l'Amérique latine et les Caraïbes s'est tenue à Recife (Brésil) du 2 au 7 octobre 1988.
2. Ont assisté à la Conférence des délégations de 23 Etats Membres de la Région, ainsi que des observateurs de trois pays extérieurs à la Région et des représentants des diverses institutions des Nations Unies, d'organisations spécialisées et non gouvernementales. L'ordre du jour de la Conférence, la liste des participants, la liste des documents et la Déclaration du Directeur général de la FAO constituent respectivement les Annexes A, B, C, D.

Cérémonie d'ouverture

3. Le directeur général de la FAO, M. Edouard Saouma, a remercié le Gouvernement et le peuple du Brésil de leur hospitalité et a invité le Ministre d'Etat de l'agriculture du Brésil, M. Iris Rezende de Machado, à déclarer ouverte la Conférence.
4. Le Ministre de l'agriculture du Brésil a remercié l'Etat de Pernambuco des installations mises à la disposition de la Conférence et a exprimé à la FAO sa gratitude pour sa contribution à la solution des graves problèmes agricoles du Nord-Est du Brésil. Il a félicité le Directeur général de la FAO des travaux préparatoires à la vingtième Conférence régionale.
5. Le gouverneur de l'Etat de Pernambuco a exprimé son appréciation des efforts déployés par la FAO pour aider le Brésil, particulièrement le Nord-Est, et a exprimé l'espoir que la Conférence engendrera de nouvelles idées pour résoudre les problèmes de la Région, relancer l'économie et induire un développement plus équitable.
6. La cérémonie d'ouverture s'est conclue sur la mise en circulation d'un timbre spécial commémorant la vingtième Conférence régionale de la FAO, présenté par un représentant des Postes et Télégraphes du Brésil.
7. Durant une pause dans les travaux de la Conférence, les délégations présentes ont rendu hommage à Josué de Castro et Nelson Chaves.

Election du Président, des Vice-Présidents et du Rapporteur

8. La Conférence a élu à l'unanimité le Ministre de l'agriculture du Brésil, M. Iris Rezende, au poste de Président. La Conférence a ensuite élu à l'unanimité comme Vice-Présidents: le Ministre de l'agriculture, des pêches, des terres et du logement d'Antigua-et-Barbuda, M. Hilroy Humphreys; le Ministre de l'agriculture du Belize, M. Dean Lindo; le Ministre de l'agriculture de la Colombie, M. Gabriel Rosas Vega; le Ministre de l'agriculture et des ressources naturelles de Haïti, M. Frédéric Agénor; le Secrétaire de l'agriculture et des ressources hydriques du Mexique,

M. Eduardo Pesqueira Olea; et le Ministre du développement agricole et de la réforme agraire du Nicaragua, M. Jaime Wheelock Román. La Conférence a élu à l'unanimité comme Rapporteur M. Pedro Olmos, Directeur général adjoint du Ministère de l'agriculture et des pêches de l'Uruguay. Le Rapporteur a bénéficié du concours d'un Comité de rédaction pour rédiger la Déclaration de Recife.

Adoption de l'Ordre du jour

9. La Conférence a accepté à l'unanimité d'inclure au point 6 de l'Ordre du jour un débat sur les dévastations causées par l'ouragan Gilbert et sur une action éventuelle de la FAO en vue d'aider les pays les plus touchés. Elle a également consenti à prolonger ses heures de travail et à conclure ses travaux le 7 octobre. Compte tenu de ces modifications, la Conférence a adopté à l'unanimité l'Ordre du jour et le calendrier.

Déclaration du Directeur général

10. Le Directeur général de la FAO, M. Edouard Saouma, a exprimé sa profonde douleur devant la catastrophe que l'ouragan Gilbert a provoqué dans les divers pays de la Région, la Jamaïque et le Mexique notamment, et a assuré que l'Organisation était prête à appuyer le redressement du secteur agricole des pays touchés. Il a rappelé l'expansion économique soutenue de la Région entre 1950 et 1980 et son arrêt brutal au début des années 80. En ce qui concerne le secteur agricole, il a évoqué la stagnation de la demande de produits tropicaux et le protectionnisme croissant des pays développés qui subventionnent leur production, imposent des restrictions aux importations de produits provenant des pays à faibles coûts de production et utilisent parfois les contingentements aux importations à des fins politiques. Il a également rappelé la détérioration des termes de l'échange et le poids énorme de l'endettement des pays de la région.

11. Le Directeur général a également fait état de la situation et des perspectives de l'alimentation et de l'agriculture et a signalé, entre autres, la baisse de la production céréalière mondiale, les prix relativement faibles des produits tropicaux exportés par les pays de la Région, la nécessité de concilier les différentes prises de position des participants à la négociation Uruguay, ainsi que le grave problème de l'endettement. Il a déclaré qu'il fallait faire preuve d'imagination et de créativité pour trouver une solution adéquate à ces problèmes. L'étude de la FAO sur le potentiel de développement agricole et rural de la Région, conjointement avec le Rapport, ses cinq annexes et le Plan d'action, constitue, a-t-il affirmé, un cadre inédit et original incorporant pour la première fois de multiples données de base, qui ont été analysées à fond et systématiquement dans le but de définir des options et des stratégies susceptibles d'améliorer l'agriculture, les forêts et les pêches de la Région.

12. Quant à la situation financière de la FAO, le Directeur général a indiqué que, malgré les besoins croissants des Etats Membres, il se voyait dans l'obligation de réduire les services à eux destinés en raison de la décision de certains grands contributeurs de ne s'acquitter qu'en partie ou avec des délais considérables de leurs obligations financières envers l'Organisation. Il a évoqué l'examen en profondeur de certains aspects des finalités et modalités de fonctionnement de l'Organisation que la Conférence de la FAO a confié aux Comités du programme et des finances, lequel sera soumis ensuite au Conseil de la FAO. Le Conseil communiquera à son tour ses recommandations à la vingt-cinquième session de la Conférence.

13. Le Directeur général a rappelé en conclusion le soutien unanime que les pays de la Région accordent à la FAO, leur grande diversité et les nombreux points qu'ils ont en commun, ainsi que le profond sentiment qu'ils ont de leur dignité. Le texte complet de la déclaration du Directeur général est en Annexe D du présent rapport.

RESUME DES SEANCES

Situation et perspectives de l'alimentation et de l'agriculture dans la Région

14. La Conférence a remercié le Gouvernement et le peuple du Brésil de leur généreuse hospitalité et a félicité le Gouvernement de l'Etat de Pernambuco pour les excellentes installations mises à la disposition de la Conférence.

15. La Conférence a exprimé à la FAO sa gratitude pour l'appui constant que l'Organisation a apporté au combat engagé par les pays de la Région pour surmonter les problèmes relatifs à l'alimentation, à l'agriculture et au développement rural. Elle a également exprimé son appréciation de la façon dont la FAO a organisé la Conférence régionale et de la qualité des travaux préparatoires.

16. La Conférence s'est déclarée solidaire des pays dévastés par l'ouragan Gilbert, en particulier la Jamaïque et le Mexique, et a souligné la nécessité de fournir d'urgence des secours accrus, d'évaluer les dégâts provoqués directement et indirectement par l'ouragan et d'aider ces pays à se remettre des conséquences de la catastrophe.

17. La Conférence a exprimé sa profonde préoccupation concernant la détérioration constante de la situation économique et sociale des pays d'Amérique latine et des Caraïbes, qui entraîne non seulement d'énormes sacrifices pour les peuples de la Région, mais compromet également les progrès de la démocratie et la stabilité politique.

18. La Conférence a insisté sur l'étroite interrelation entre le développement et la paix, la stabilité de l'un étant une garantie essentielle de la stabilité de l'autre.

19. La Conférence a reconnu qu'il était urgent de mettre fin au long processus de dégradation économique et de restaurer la capacité de croissance sur la base d'un modèle de développement sain et équitable qui soit viable à long terme. Elle a condamné l'utilisation de l'alimentation à des fins politiques, ainsi que d'autres mesures coercitives tels les blocus économiques ou l'embargo sur les échanges.

20. La Conférence a insisté sur l'extrême importance de la dette extérieure en tant que cause prépondérante de la crise économique et a fait ressortir l'impossibilité de continuer à assurer le service de la dette au détriment de la capacité de croissance actuelle et future de la Région et de la satisfaction, toujours remise à plus tard, des besoins pressants et fondamentaux de ses peuples.

21. La Conférence a demandé que les apports de capitaux extérieurs aux pays de la Région soient réactivés par le biais de l'investissement et du crédit, ce qui, associé à un assouplissement des conditions du service de la dette, permettrait d'inverser la prochaine exportation de capitaux de la Région vers les pays développés, mouvement qui entrave le rétablissement de sa capacité de croissance.

22. La Conférence a condamné les mesures protectionnistes appliquées par certains pays développés et a instamment demandé que soient éliminées dans ces pays les énormes subventions à la production et aux exportations de produits agricoles, qui faussent le marché, engendrent l'instabilité et conduisent à des actions irrationnelles et à des confrontations dans le commerce mondial.

23. La Conférence a analysé les facteurs extérieurs influant sur la crise et leur interaction avec des problèmes structureaux séculaires, le résultat étant une longue et grave récession, la dépréciation des revenus, un accroissement du chômage, une inflation galopante et la dégradation du niveau de vie de la majeure partie de la population.

24. La Conférence a reconnu que la situation alimentaire et agricole de la Région avait empiré et a fait observer que l'aide alimentaire n'a qu'une capacité limitée d'y remédier; premièrement, parce que cette aide est insuffisante, et deuxièmement, parce qu'elles ne s'attaque pas aux causes du problème.

25. La Conférence a reconnu le caractère général de la crise économique de la Région et a confirmé que, malgré de grandes différences entre les économies des divers pays, ils se heurtent à des problèmes largement identiques.

26. La Conférence a souligné la nécessité d'une stratégie coordonnée pour résoudre les problèmes communs et tirer un parti maximum du potentiel de la Région.

27. La Conférence a insisté sur la nécessité urgente d'une stratégie coordonnée pour transformer le processus d'ajustement économique et le rendre compatible avec les besoins de croissance, tout en préservant les conditions de vie des pauvres. Elle a fait observer que cela implique inévitablement de la part des pays développés une augmentation de l'aide technique et financière nécessaire au soutien des efforts qu'il faudra déployer pour surmonter la crise.

28. La Conférence a souligné qu'il faudrait, conformément au principe de coresponsabilité, que les créanciers adoptent d'urgence des critères plus souples pour le traitement et la solution du problème de l'endettement des pays de la Région.

29. La Conférence a instamment demandé que les mesures de protectionnisme, les barrières et les restrictions s'appliquant aux exportations des pays d'Amérique latine et des Caraïbes vers les pays développés soient abolies. A ce propos, elle a souligné l'importance des négociations de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), et en particulier des négociations d'Uruguay.

30. La Conférence a reconnu la nécessité urgente de faire progresser l'intégration régionale non seulement en ce qui concerne le commerce, mais aussi les politiques économiques et financières, la sécurité alimentaire régionale, le développement économique et technologique, les échanges culturels et une meilleure exploitation des complémentarités interpays. Elle a souligné l'importance sous ce rapport des organismes internationaux et des accords multi et bilatéraux.

31. La Conférence a mis en lumière le rôle important que l'agriculture aura à jouer dans la résolution de la crise, à la fois à cause de l'effectif de la population directement occupée dans le secteur et de la part de ce dernier dans le commerce extérieur. Le secteur agricole est également important en raison des multiples interrelations qu'il a avec les principaux objectifs nationaux: maîtrise de l'inflation, amélioration de la répartition du revenu, minimum de bien-être pour les pauvres, développement de l'emploi et protection de l'environnement.

32. La Conférence a fait état du Plan d'action présenté par la FAO et a reconnu que ses objectifs concordent avec les principaux objectifs des pays de la Région et qu'il est généralement compatible avec les modèles de développement en vigueur dans tous ces pays.

33. La Conférence a souligné la nécessité de continuer à renforcer la coopération interinstitutions pour éviter les doubles emplois et optimiser l'utilisation de la coopération technique internationale conformément aux priorités de la Région.

34. Il a été demandé que la FAO mette à jour l'étude sur le tabac exécutée par l'Organisation en 1982.

35. Le Directeur régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) a exprimé l'accord de son organisation avec les orientations fondamentales évoquées dans la déclaration du Directeur général de la FAO, a insisté notamment sur la nécessité d'une croissance harmonieuse des différents secteurs et a souligné que la justice sociale était indispensable. Il a décrit la portée et l'ampleur des fonds que le PNUD alloue à la Région et indiqué la proportion consacrée au secteur agricole. Enfin, il a rappelé la part que le PNUD a prise dans la coordination des secours immédiats fournis par les institutions des Nations Unies pour faire front à la situation d'urgence créée par l'ouragan Gilbert.

36. La Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) a souligné par la voix de son représentant à la Conférence la valeur stratégique de l'Etude et du Plan d'action de la FAO, notant leur compatibilité avec l'approche adoptée par la Commission. Le représentant a également exprimé son accord sur la nécessité de modifier les politiques d'ajustement pour les rendre compatibles avec les buts de développement visant l'équité et l'élimination de la pauvreté, par la biais de stratégies qui intègrent les besoins sociaux à la croissance économique.

37. Le Directeur adjoint des opérations de l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA) a noté que les travaux présentés par la FAO étaient excellents et capables d'influencer les décisions relatives à l'économie, l'emploi et l'inflation, ainsi que la balance des paiements et les conditions de l'équité. Il a aussi indiqué que ces travaux étaient complémentaires de ceux de l'IICA.

Le potentiel de développement agricole et rural de l'Amérique latine et des Caraïbes

38. En introduisant ce point, le Secrétariat a fait observer que l'Etude sur le potentiel de développement agricole et rural de l'Amérique latine et des Caraïbes¹, que les ministres de l'agriculture ont demandée au Directeur

1 (LARC/88/3)

général lors de la dix-neuvième Conférence régionale tenue à la Barbade en 1986, est le fruit de deux ans d'un travail intensif exécuté en consultation et en collaboration avec les pays de la Région et divers organismes multilatéraux qui y sont actifs.

39. Le Secrétariat a annoncé que l'Etude comprend un rapport principal et cinq annexes, chacune d'elle étant consacrée à l'un des grands problèmes qui se posent dès lors qu'il s'agit de restituer son dynamisme à l'agriculture, de réaliser un développement rural bénéficiant d'une large assise et d'instaurer la sécurité alimentaire. Le Plan d'action est la quintessence de l'Etude et, en tant que telle, constitue un cadre général d'analyse dont les pays pourraient s'inspirer pour élaborer leurs programmes, leurs politiques et leurs stratégies de développement agricole et rural.

40. Il a souligné deux concepts fondamentaux du Plan d'action. Le premier est qu'une interdépendance dynamique produit une articulation équilibrée de l'agriculture, de l'industrie et des services, l'augmentation de la productivité agricole étant le principal lien des connexions intersectorielles. Cette nouvelle stratégie de développement dans la Région, a-t-il fait observer, implique une nette réorientation des politiques économiques et sociales en faveur des zones rurales. Le second concept fondamental est la définition, au sein du secteur rural, de nouvelles priorités dont l'objet est d'aider énergiquement et de préférence les petits exploitants et les paysans au lieu de discriminer contre eux comme on l'a toujours fait jusqu'ici.

41. Il a réitéré que, tout au long de l'Etude, on a insisté sur la gageure de créer un environnement favorable au développement rural en tant que source de prospérité, d'emploi et de compétitivité internationale accrue. Il a souligné qu'un processus de cet ordre entraîne l'application de mesures englobant les incitations, la redistribution, la technologie, l'investissement et l'emploi, qui, conjointement avec l'expansion du marché intérieur et la transformation des structures de production, développent et diversifient les exportations de produits agricoles. Il a déclaré qu'il fallait considérer les mesures financières non seulement sous leur aspect de dépense publique pour le développement, mais aussi comme un instrument essentiel pour la promotion par les pouvoirs publics d'un développement équilibré à mettre en oeuvre en coopération avec l'activité productive du secteur privé.

42. La Conférence a félicité le Directeur général et le personnel de la FAO pour l'excellente qualité de l'Etude exécutée par l'Organisation. Elle a souligné que la demande adressée au Directeur général avait reçu une réponse hautement satisfaisante, que les problèmes analysés étaient nombreux et complexes et qu'au plan de l'analyse les progrès étaient évidents, ce qui méritait d'être signalé. Elle a déclaré que les composantes de l'Etude avaient été établies avec compétence et imagination et contenaient une ample information fondamentale et analytique; elle devrait donc être largement diffusée.

43. La Conférence a pleinement approuvé le cadre d'action, les grands objectifs et les sept composantes principales du Plan d'action régional émanant de l'Etude. Elle a déclaré que ce travail et les documents de base constituaient un cadre stratégique général permettant aux pays et aux sous-régions d'élaborer leurs politiques et programmes de développement agricole et rural. Elle a fait observer que ces documents contiennent

d'autres options stratégiques susceptibles d'avoir une incidence sur le développement des zones rurales d'Amérique latine et des Caraïbes jusqu'au siècle prochain et que les délibérations et résultats de cette importante Conférence régionale auront un impact sur l'avenir.

44. La Conférence a reconnu pleinement la nécessité d'une politique de développement pour les zones rurales et d'une réorientation nette des politiques et programmes agricoles en vue d'aider les petits et moyens exploitants et les paysans. Elle a souligné l'impact critique de l'endettement extérieur et des restrictions commerciales sur le développement général des économies nationales et de la société, ce qui ne peut manquer de retarder le développement agricole et rural. Elle a donc suggéré qu'une plus grande attention soit prêtée dans le Plan d'action aux conséquences des obstacles extérieurs pour le développement.

45. On a insisté sur l'importance des politiques macro-économiques et de développement pour la croissance des zones rurales et du secteur agricole. On a donc déclaré qu'il fallait prêter plus d'attention aux effets négatifs des mesures d'ajustement économique, particulièrement sur les pauvres et les mal nourris. On a souligné que ces mesures avaient souvent été imposées par des institutions de financement multilatérales et avaient été soutenues par les gouvernements des pays créanciers.

46. La Conférence a noté l'évolution des fonctions des secteurs public et privé dans le processus de développement. Elle a reconnu que le rôle de l'Etat comme principal acteur du développement s'est estompé du fait de la crise et des mesures d'ajustement. A cet égard, certaines délégations ont suggéré qu'il faudrait que les exposés sur le rôle de l'Etat et les firmes transnationales soient plus détaillés; ils devraient tenir pleinement compte de l'évaluation plus complète contenue dans les composantes de l'Etude et autres documents sur le sujet établis par la FAO et d'autres organisations compétentes.

47. La Conférence a instamment invité la FAO à fournir aux Etats Membres qui le lui demanderont une assistance pour la formulation de leurs stratégies et plans de développement rural et agricole, ainsi que pour leur exécution et évaluation. Il a été indiqué que cela devrait se faire en coopération avec les organisations gouvernementales et non gouvernementales actives dans la Région et, en particulier, avec celles qui ont un mandat analogue à celui dont la FAO a été investie il y a deux ans. A cet égard, il a été reconnu que la coordination de l'aide internationale était une responsabilité primordiale des gouvernements nationaux.

48. On a fait observer qu'il était indispensable d'inclure la santé végétale et animale dans le Plan d'action en tant qu'éléments essentiels du développement agricole. On a indiqué qu'il fallait tenir compte explicitement de ces aspects dans le contexte de la technologie. On a fait ressortir l'importance particulière qu'il y avait à inclure ces aspects dans les accords inter pays portant sur des actions communes.

49. La Conférence a fait remarquer que la priorité définie par le Plan d'action pour freiner la destruction alarmante des ressources phytogénétiques devrait être confortée par des recommandations claires qui contribueraient à la conservation de ces ressources dont la destruction aurait des effets incalculables.

50. On a déclaré que le processus de modernisation agricole décrit dans le Plan d'action devrait davantage prendre en compte le développement agro-industriel. En outre, on a suggéré que la FAO intensifie ses activités pour soutenir l'implantation d'agro-industries dans les zones rurales d'Amérique latine et des Caraïbes.

51. On a également fait remarquer que la question des facteurs de production agricoles n'avait pas été suffisamment traitée dans le Plan d'action et qu'il fallait y inclure la nécessité de renforcer les organismes internationaux et régionaux chargés de la fourniture des intrants agricoles en tant que faisant partie de la stratégie régionale de développement agricole.

52. La Conférence a reconnu la nécessité d'inclure dans la stratégie du Plan d'action un programme de développement de l'aquaculture et de la mariculture bénéficiant du soutien de la FAO.

53. La Conférence a suggéré que, dans le cadre de la stratégie de développement de l'agroforesterie, on attribue une priorité plus élevée à la définition de critères pour la conservation des ressources naturelles et aux moyens propres à encourager des investissements aptes à associer de façon équilibrée conservation et croissance économique. On a fait remarquer que la sauvegarde de la nature et de l'environnement doit se fonder non sur l'interdiction, mais sur la mise en oeuvre d'un processus de développement économique durable et cadrant avec les priorités nationales.

54. On a souligné la nécessité de procéder à un examen complet de tous les différents domaines, formes et mécanismes de coopération technique de la Région: coopération Nord-Sud; coopération intrarégionale; activités de CTPD et de CEPD et accords spécifiques.

55. Il a été suggéré que la FAO fournisse une assistance technique accrue pour l'identification, la conception, la formulation et l'exécution des projets de développement financés par les organismes internationaux.

56. La Conférence a souligné l'importance d'une action coordonnée dans la mise en oeuvre du Plan d'action; elle reconnaît que la coordination est la responsabilité primordiale des Etats Membres et de leurs sous-groupes. Cette mise en oeuvre exige la coopération et l'assistance de tous les organismes régionaux et internationaux, et notamment de ceux qui fournissent une assistance technique et financière en matière de sécurité alimentaire, de développement rural et agricole.

57. La Conférence a réuni tous les commentaires spécifiques auxquels les délégués se sont livrés sur le Plan d'action. Le Secrétariat les a dûment notés (voir Annexe E). Certaines délégations ont consigné leurs commentaires par écrit sur la teneur des annexes, le rapport et le Plan d'action et ont demandé au Secrétariat d'en tenir compte le cas échéant.

58. Considérant l'importance exceptionnelle du Plan d'action, la Conférence a décidé d'adopter la Déclaration de Recife, dont le texte figure en annexe du présent rapport.

Rapport des activités de la FAO dans la Région, notamment sur la suite donnée aux principales recommandations de la dix-neuvième Conférence régionale, et Programme de travail et budget 1988-89

59. M. Mario E. Jalil, Sous-Directeur général de la FAO et représentant régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes, a présenté cette question. Il s'est fondé sur le document LARC/88/2 dans lequel sont examinées les principales activités de la FAO dans la Région durant l'exercice biennal 1986-87 et les mesures adoptées pour mettre en oeuvre les recommandations de la dix-neuvième Conférence, et a résumé les principales lignes d'action programmées pour le présent exercice biennal, 1988-89.

60. Il a mis en relief le rôle des réseaux de coopération technique auxquels tous les Etats Membres de la Région ont participé par l'intermédiaire de plus de 300 organismes nationaux. Il a indiqué que le système a désormais acquis suffisamment d'expérience et de capacité pour fixer à chaque réseau des objectifs à long terme et pour préparer les étapes nécessaires pour les atteindre.

61. Il a décrit les défis de plus en plus importants que le développement de la Région devra relever dans un proche avenir, en insistant particulièrement sur des domaines pertinents tels que la promotion de l'aquaculture, la mise au point de systèmes de gestion et de production s'adressant aux petits exploitants, la création de systèmes d'agroforesterie, ainsi que la commercialisation des facteurs de production et des produits agricoles, entre autres. A cet égard, il a mis en lumière l'appui donné par la FAO à l'aquaculture régionale par le biais du projet AQUILA, financé par le gouvernement italien.

62. Il a fourni des informations sur les suites données aux recommandations de la dix-neuvième Conférence, ainsi que sur la participation de la FAO à des actions menées conjointement avec d'autres organisations internationales et les autorités des pays dévastés afin de faire face à la situation d'urgence créée par l'ouragan Gilbert.

63. Il a fait état du Programme de travail de l'exercice biennal 1988-89 proposé par le Directeur général et approuvé par la vingt-quatrième session de la Conférence de la FAO, ainsi que des lignes d'action prévues pour chaque programme technique contenu dans le document LARC 88/2. Il a également examiné les allocations de ressources prévues pour la Région.

64. La Conférence a exprimé sa satisfaction au sujet des recommandations de la précédente Conférence régionale, tenue à la Barbade, car elles ont été pleinement observées et a remercié la FAO de la suite sérieuse et efficace qu'elle a donnée aux demandes formulées par les pays. Elle a aussi exprimé son appréciation pour l'assistance immédiate fournie par la FAO aux pays touchés par l'ouragan Gilbert et a réitéré sa demande d'aide d'urgence accrue.

65. La Conférence a également exprimé son appréciation du fait que l'Organisation ait maintenu, malgré la réduction de ses ressources, un niveau élevé et efficace d'assistance technique à la Région. Elle a toutefois insisté sur la nécessité de consacrer à l'Amérique latine et aux Caraïbes une part plus importante des ressources de l'Organisation et des fonds que le PNUD alloue à la Région. Elle a souligné l'importance que revêtent les ressources de cet organisme, surtout face à la crise, et a demandé que le PNUD continue à appuyer les efforts des pays de la Région

capables d'exécuter seuls certains projets. Tout en reconnaissant l'importance de satisfaire des besoins primordiaux dans d'autres régions, elle a fait observer que les effets de la crise sur l'Amérique latine et les Caraïbes devraient se traduire par une augmentation proportionnelle des ressources permettant de satisfaire des demandes pressantes dans divers pays et zones de la Région.

66. Plusieurs délégations se sont référées à la part qu'elles ont prise au système de réseaux de coopération parrainé par le Bureau régional de la FAO pour l'Amérique latine et les Caraïbes. Elles ont souligné les résultats positifs obtenus, ce qui confirme l'efficacité du système, et ont exprimé le désir de continuer à mettre en commun avec les autres pays de la Région leurs connaissances, leur expérience et les progrès accomplis.

67. Certaines délégations ont demandé que le Bureau régional, assisté des pays eux-mêmes, continue à identifier et à préparer des projets régionaux et sous-régionaux qui satisfassent aux besoins actuels de la Région et coïncident avec les priorités de certains pays donateurs, afin de s'assurer leur financement.

68. La Conférence, préoccupée de la crise financière qui affecte les activités de l'Organisation, a demandé à tous les pays membres, et en particulier au premier contribuant, d'honorer leur engagement de régler leurs contributions au budget de la FAO.

Promotion de l'agroforesterie pour améliorer l'exploitation des terres

69. Le Secrétariat a présenté le document LARC/88/4, a attiré l'attention de la Conférence sur les dimensions de la dégradation de la base des ressources naturelles et a fait remarquer que le meilleur moyen d'assurer une utilisation durable des ressources naturelles était d'intégrer les zones boisées et les forêts dans des systèmes rationnels d'utilisation des terres, au nombre desquels figurent déjà des modèles agrosylvopastoraux viables.

70. On a souligné que le Plan d'action forestier tropical (PAFT) pourrait servir de cadre pour l'adoption de ces nouveaux systèmes. Les 27 pays de la Région qui participent au Plan accordent donc une priorité élevée à l'agroforesterie.

71. La Conférence a exprimé sa préoccupation concernant les effets négatifs des systèmes économiques internationaux sur les ressources naturelles renouvelables, en particulier le déboisement accéléré et la marginalisation des terres qu'entraîne une utilisation inadéquate.

72. La Conférence, consciente que le climat international défavorable conduit à l'aggravation de la pauvreté et à une pression accrue sur les ressources naturelles des pays en développement, a exhorté les pays membres à poursuivre leurs efforts en faveur de la promotion de la conservation de l'environnement et d'une utilisation rationnelle et adéquate des ressources naturelles, renforçant de la sorte les programmes de foresterie et de protection de l'environnement.

73. La Conférence est convenue que l'agroforesterie est un moyen valable de résoudre les conflits relatifs à l'utilisation des terres et de stabiliser la population rurale par l'application de systèmes de production viables, et a demandé à la FAO d'accroître son assistance aux pays lorsque ces systèmes sont introduits.

74. La Conférence a recommandé l'adoption du Plan d'action forestier tropical pour la région qui a été examiné à la réunion de haut niveau tenue à la Jamaïque, et a demandé d'appuyer la déclaration émise lors de cette réunion. Elle a aussi recommandé que le Réseau de coopération technique sur l'agroforesterie soit renforcé afin de pouvoir s'acquitter encore plus efficacement de sa tâche. De même, elle a recommandé que la FAO soumette au PNUD une proposition en faveur d'un projet régional de promotion des systèmes agroforestiers.

75. Le Sous-Directeur de la recherche du Centre agronomique tropical de recherche et d'enseignement (CATIE) a fait une intervention détaillée sur les programmes de recherche de son institution dans ce domaine et a fait ressortir qu'ils coïncidaient avec ceux du PAFT.

QUESTION DIVERSES

Représentation de la Région au sein du Groupe consultatif de la recherche agricole internationale (GCRAI)

76. Le Secrétariat a présenté le document LARC/88/5 et a décrit la structure et les objectifs du GCRAI, la composition du Secrétariat et du Comité consultatif technique, ainsi que les événements récemment survenus au sein du système.

77. La Conférence a été informée que la délégation du Brésil a officiellement exprimé le voeu d'assumer la responsabilité de représenter la Région au sein du GCRAI et d'accepter les devoirs inhérents à ce mandat.

78. La délégation de l'Argentine a exprimé son soutien à la nomination du Brésil pour représenter la Région au GCRAI et a renoncé à solliciter le renouvellement de son mandat, attitude que la Conférence a hautement louée.

79. Toutes les délégations ont appuyé la proposition de l'Argentine et sont convenues d'élire le Brésil à l'unanimité pour représenter la Région. Cette décision a été approuvée par la Conférence qui s'est félicitée du travail fructueux accompli par le représentant de l'Argentine durant son mandat.

80. La Conférence a souligné qu'il serait utile d'améliorer la circulation de l'information sur les activités du GCRAI entre les représentants de la Région et les pays. A cet égard, elle a recommandé que, en ce qui concerne les pays membres de la Communauté des Caraïbes, l'information soit communiquée au CARICOM qui se chargerait de la diffuser. Elle a suggéré que le Bureau régional de la FAO soit utilisé comme filière de communication efficace entre les représentants de la Région au GCRAI et les pays.

Question diverses

81. Plusieurs délégations ont demandé que la FAO, en accord avec les représentants permanents des pays à Rome, étudie les moyens d'organiser les futures conférences régionales pour l'Amérique latine et les Caraïbes de telle sorte que les ministres de l'agriculture puissent participer davantage aux débats pendant une brève période.

Date et lieu de la vingt et unième Conférence régionale de la FAO pour l'Amérique latine et les Caraïbes

82. La Conférence a noté avec satisfaction l'offre de la délégation de l'Equateur d'accueillir la vingt et unième Conférence régionale en 1990 et a prié le Directeur général de décider de la date et du lieu de la vingt et unième Conférence régionale après avoir consulté le gouvernement équatorien et les gouvernements d'autres Etats Membres de la Région.

Adoption du Rapport

83. Le Président a soumis à l'examen de la Conférence le projet de rapport présenté par le Rapporteur avec l'appui du Secrétariat. Après l'avoir examiné paragraphe par paragraphe et y avoir apporté les modifications qu'elle a estimées pertinentes, la Conférence l'a adopté à l'unanimité.

Clôture de la Conférence

84. Dans son allocution de clôture, le Directeur général de la FAO, M. Edouard Saouma, a remercié la République fédérale du Brésil de l'aimable accueil qu'elle a réservé à la vingtième Conférence régionale pour l'Amérique latine et les Caraïbes.

85. Il a en particulier remercié M. Miguel Arraes, Gouverneur de Pernambuco, et M. Iris Rezende Machado, Ministre de l'agriculture du Brésil, de leur hospitalité et leur a rendu publiquement hommage pour le travail important qu'ils ont tous deux accompli en faveur du développement agricole et rural du Brésil.

86. Le Directeur général a noté avec satisfaction la présence de délégations de la plupart des pays de la Région et celle des ministres et chefs de délégations, et a déclaré qu'il s'engageait à communiquer les conclusions de la Conférence aux pays qui n'avaient pu y envoyer une délégation.

87. Le Directeur général a souligné l'importance des exposés nationaux pour mettre à jour l'analyse des problèmes de la Région et donner à la FAO des indications sur les moyens de contribuer à les résoudre.

88. Il a remercié la Conférence de ses commentaires relatifs à l'Etude spéciale sur le potentiel de développement agricole et rural de l'Amérique latine et des Caraïbes. C'est un document, a-t-il déclaré, susceptible d'être largement utilisé par tous ceux qui analysent et formulent des solutions aux problèmes de l'agriculture, des forêts et des pêches des pays d'Amérique latine et des Caraïbes.

89. Il a déclaré que les modifications apportées par la Conférence au Plan d'action proposé par la FAO étaient positives et a souligné qu'il était particulièrement important que le plan ait été approuvé à l'unanimité par la Conférence.

90. Il partage le point de vue de la Conférence selon lequel le Plan d'action constitue un cadre général, mais des politiques et programmes nationaux sont nécessaires à sa mise en oeuvre. Il a réaffirmé qu'il était prêt à intensifier la coopération de la FAO avec les pays dans le but d'engager des actions consécutives au Plan d'action et de renforcer son exécution aux niveaux subrégionaux et nationaux.

91. Il s'est félicité que la Conférence soit satisfaite des activités de la FAO dans la Région et a reconnu la validité de la contribution des institutions nationales au bon fonctionnement du Système de réseaux de coopération technique.

92. Il a déclaré que l'Organisation continuerait à appuyer les efforts nationaux pour réduire l'impact de la destruction accélérée des forêts et de la dégradation des sols, et a exprimé sa satisfaction pour le soutien accordé au Plan d'action forestier tropical.

93. Il a félicité le Brésil de son élection comme représentant de la Région au GCRAI.

94. Le Directeur général a conclu sa déclaration en soulignant que le combat contre la pauvreté était long et exigeait des engagements prolongés collectifs et personnels. Il a fait observer que les moyens de gagner la bataille existaient et qu'ils étaient d'ordre scientifique, technique, économique et politique. La FAO consacre ses efforts à les mobiliser.

95. Enfin, il a remercié tous les Etats Membres de la Région d'avoir renouvelé leur soutien à l'Organisation et a engagé toutes les personnes présentes à continuer à oeuvrer ensemble et de façon coordonnée pour atteindre dans l'avenir l'égalité et l'unité.

Déclaration de Recife

96. La Conférence régionale a adopté la déclaration ci-après:

"Nous, Ministres de l'agriculture des pays d'Amérique latine et des Caraïbes ou représentants de ces ministres, réunis à Recife (Brésil) à l'occasion de la vingtième Conférence régionale de la FAO pour l'Amérique latine et les Caraïbes du 2 au 7 octobre 1988,

Considérant

1. Que l'étude du potentiel de développement agricole et rural de l'Amérique latine et des Caraïbes et le Plan d'action établis par la FAO conformément à la demande adressée au Directeur général par les ministres de l'agriculture à la dix-neuvième Conférence régionale de la FAO, tenue à Bridgetown (Barbade) en août 1986, contiennent des directives stratégiques utiles et concrètes pour aider les gouvernements des pays de la Région à concevoir et à mettre en oeuvre des politiques et programmes nationaux de développement agricole, de lutte contre la pauvreté rurale et de sécurité alimentaire, ainsi que pour résoudre les graves problèmes auxquels se heurtent nos pays;

2. Que cette étude, par sa nature même, ne traite pas de la situation spécifique de chaque pays de la Région mais que le rapport et les cinq importantes annexes détaillées contiennent des informations abondantes et à jour, des analyses et des suggestions concrètes qui pourront faciliter la préparation des stratégies et politiques nationales de développement agricole et rural;

3. Que les politiques nationales d'ajustement agricole inspirées par la crise financière ont entraîné une chute prononcée, prolongée et générale des revenus par habitant, une contraction des importations productives et de la formation de capital, une accélération de l'inflation, une aggravation du chômage, une baisse des revenus réels, une détérioration de la nutrition, une dégradation des services sociaux et des programmes de soutien de la production, et que, étant donné la persistance de problèmes séculaires encore aggravés par les nouvelles difficultés que doivent affronter les Etats pour orienter efficacement les processus de production et de distribution, le poids des effets régressifs de l'ajustement a été principalement supporté par les classes sociales les plus pauvres;

4. Qu'une solution satisfaisante et durable du problème de l'endettement extérieur des pays d'Amérique latine et des Caraïbes exige un effort soutenu et durable des gouvernements, tant des pays créditeurs que des pays débiteurs, des institutions internationales de financement, tant publiques que privées, compte tenu des difficultés auxquelles se heurtent les pays en développement du fait de la crise économique internationale;

5. Que nous devons poursuivre l'étude d'arguments et de raisonnements qui nous aident à promouvoir plus vigoureusement dans diverses tribunes et négociations multilatérales des actions communes en vue d'éliminer les obstacles qui freinent les exportations de la Région;

6. Que la persistance dans la plupart des pays de la Région d'inégalités profondes et de sous-développement économique et social, en particulier dans les zones rurales, constitue une grave menace à la stabilité politique et à la paix sociale sur tout le continent;

7. Que, pour assurer la croissance dans l'équité et un climat de paix en Amérique latine et dans les Caraïbes, il est essentiel que nos gouvernements aient la volonté politique d'assurer un développement économique soutenu et unissent leurs efforts tout en respectant les principes démocratiques de la non-agression, de l'autodétermination de nos peuples et de la non-intervention dans les affaires intérieures de nos pays respectifs;

Compte tenu

8. Des accords, orientations et directives adoptés par différentes instances - précédentes Conférences régionales de la FAO, Conférence mondiale sur la réforme agraire et le développement rural, Conférence mondiale sur l'aménagement et le développement des pêches, neuvième Congrès forestier mondial, Conférence régionale sur la pauvreté, Traité d'assistance réciproque en cas de crise alimentaire, Initiative internationale pour l'éradication de la faim;

Exprimant

9. Notre ferme appui au travail que fait la FAO pour le développement alimentaire, agricole et rural de nos pays dans ses divers programmes, en particulier par le truchement de son Bureau régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes, de ses représentants dans les pays et de la Division mixte FAO/CEPAL de l'agriculture, et reconnaissant l'assistance importante fournie par l'Organisation, notamment à l'occasion des négociations de l'Uruguay Round et du GATT;

Convenons de ce qui suit

10. D'approuver les directives générales contenues dans le document intitulé Plan d'action et de remercier le Directeur général de la FAO d'avoir si efficacement et si rapidement donné suite à la demande qui lui avait été adressée à la Barbade et de l'excellente qualité des documents présentés;

11. De prier le Directeur général de la FAO de faire tout ce qui sera possible pour aider les gouvernements de la Région qui le lui demanderont à mettre en oeuvre les propositions contenues dans le Plan d'action;

12. D'inviter la FAO, en tant qu'organe des Nations Unies spécialisé dans le secteur alimentaire et agricole, à allouer suffisamment de ressources dans le programme ordinaire de l'Organisation et à aider à mobiliser des apports de fonds de la Communauté internationale, pour mettre en oeuvre les propositions et mesures énoncées dans le Plan d'action;

13. De lancer un appel à la Communauté internationale et en particulier aux pays développés et aux organismes internationaux de financement pour qu'ils aident à mettre en oeuvre le Plan d'action approuvé par la Conférence. A cet effet nous demandons instamment que des mesures concrètes et efficaces soient adoptées afin:

- (a) que soient abolis le protectionnisme, les subventions et les autres mesures d'exclusion ou restrictives qui empêchent les pays en développement de bénéficier d'un commerce international libre et équitable;
- (b) que le fardeau de la dette extérieure soit allégé et que le coût de son service soit réduit, et qu'en même temps les flux positifs de capitaux extérieurs soient rétablis;
- (c) que l'aide alimentaire cesse d'être utilisée comme instrument de pression politique et que toutes les mesures coercitives telles que les blocus économiques et les embargos soient abolies.

14. De réaffirmer notre engagement fondamental de tout mettre en oeuvre pour relancer et renforcer les programmes d'éradication de la faim, de la malnutrition et de la pauvreté rurale, de sécurité alimentaire et de prévention de la détérioration des ressources naturelles;

15. De promouvoir l'établissement et la consolidation de liens économiques permanents entre les pays de la Région afin de renforcer la coopération, le commerce intrarégional et l'intégration économique notamment en ce qui concerne la production vivrière, l'agriculture et le développement rural intégré;

16. De faire en sorte que les programmes de développement rural exécutés par les organisations et par les gouvernements prévoient des activités en faveur des femmes pour renforcer la contribution de ces dernières aux activités productives en milieu rural.

Nous, Ministres de l'agriculture des pays d'Amérique latine et des Caraïbes, exprimons notre sincère reconnaissance au Gouvernement de la République fédérale du Brésil, et en particulier à l'Etat de Pernambuco, ainsi qu'au peuple brésilien, pour le chaleureux accueil et la généreuse hospitalité qu'ils ont réservés aux participants et pour l'excellente organisation de la vingtième Conférence régionale de la FAO.

ANNEXE A

ORDRE DU JOUR

I. INTRODUCTION

1. Cérémonie d'ouverture
2. Election du Président, des Vice-Présidents et du Rapporteur
3. Adoption de l'Ordre du jour et du calendrier

II. ALLOCUTIONS

4. Allocution du Directeur général
5. Exposé nationaux des pays et débat général sur la situation de l'alimentation et de l'agriculture en Amérique latine et dans les Caraïbes
6. Rapport sur les activités de la FAO dans la Région, y compris la suite donnée aux principales recommandations de la dix-neuvième Conférence régionale et au Programme de travail et budget 1988-89 dans la Région
7. Le potentiel de développement agricole et rural de l'Amérique latine et des Caraïbes
8. Promotion de l'agroforesterie pour améliorer l'exploitation des terres
9. Représentation de la Région au sein du Groupe consultatif de la recherche agricole internationale (GCRAI)

III. CONCLUSION

10. Divers
11. Date et lieu de la vingt et unième Conférence régionale de la FAO pour l'Amérique latine et les Caraïbes
12. Adoption du rapport
13. Clôture de la Conférence

APPENDIX B
ANNEXE B
APENDICE B

LIST OF PARTICIPANTS
LISTE DES PARTICIPANTS
LISTA DE PARTICIPANTES

OFFICERS OF THE CONFERENCE
BUREAU DE LA CONFERENCE
MESA DE LA CONFERENCIA

Chairman
Président
Presidente

Iris Rezende Machado (Brazil)

Vice-Chairmen
Vice-Présidents
Vicepresidentes

Hilroy Humphreys (Antigua and Barbuda)
Dean Lindo (Belize)
Gabriel Rosas Vega (Colombia)
Frédéric Agénor (Haïti)
Eduardo Pesqueira Olea (México)
Jaime Wheelock Román (Nicaragua)

Rapporteur
Relator

Pedro Olmos (Uruguay)

MEMBER NATIONS SERVICED BY THE REGIONAL OFFICE
PAYS MEMBRES DESSERVIS PAR LE BUREAU REGIONAL
ESTADOS MIEMBROS ATENDIDOS POR LA OFICINA REGIONAL

ANTIGUA AND BARBUDA
ANTIGUA-ET-BARBUDA
ANTIGUA Y BARBUDA

Head of Delegation
Hilroy Humphreys
Minister of Agriculture, Fisheries,
Lands and Housing
St. John's

Alternate
Albert D. Lockhart
Economist
Ministry of Economic Development
St. John's

ARGENTINA
ARGENTINE

Jefe de Delegación
Fidel María Bracerías
Subsecretario de Agricultura
Secretaría de Agricultura
Buenos Aires

Alterno
Roberto E.E. Dalton
Representante Permanente ante la FAO
Roma

Suplentes
Victor Eduardo Machinea
Ministro Consejero Agrícola
Representación Permanente ante la FAO
Roma

Eduardo José Michel
Secretario de la Embajada de Argentina
Brasília

BARBADOS
BARBADE

Head of Delegation
Clifton Maynard
Permanent Secretary
Ministry of Agriculture, Food and
Fisheries
Bridgetown

BELIZE
BELICE

Head of Delegation
Dean Lindo
Minister of Agriculture
Belmopan

Alternate
Rodney Neal
Permanent Secretary
Ministry of Agriculture
Belmopan

BOLIVIA
BOLIVIE

Jefe de Delegación
Jaime Muñoz Reyes
Asesor General en Cooperación
Internacional
Ministerio de Asuntos Campesinos
y Agropecuarios
La Paz

BRAZIL
BRESIL
BRASIL

Head of Delegation
Iris Rezende Machado
Minister of Agriculture
Brasília

Alternates
Joao Augusto de Medicis
Ambassador
Permanent Representative to FAO
Rome

Pedro Paulo Pinto Assumpcao
Minister
Coordinator of Agricultural International
Affairs
for the Ministry of Agriculture
Brasília

Associates
Marcos Correia Lins
Subsecretário Geral Adjunto
do Ministério da Reforma Agrária
y Desenvolvimento Agrário
Brasília

Pedro Eugenio de Castro Toledo Cabral
Secretário de Agriculture do Governo
do Estado de Pernambuco
Recife

Ciro de Andrade Lima
Secretário de Saúde do Governo
do Estado de Pernambuco
Recife

Maximiano Accioly Campos
Secretário de Turismo, Cultura e
Esportes do Governo do Estado de
Pernambuco
Recife

Eduardo Hermann
Chefe de Divisao de Organismos
Internacionais Especializados (DIE)
Ministério das Relacoes Exteriores
Brasília

Enio Antonio Marques Pereira
Secretário Nacional de Producao
Agropecuária do Ministério da Agricultura
Brasília

Renato Zandonadi
Secretário Nacional de Abastecimiento
(SNAB) do Ministério de Agricultura
Brasília

Manoel Eugênio Prata Vidal
Secretário Nacional de Defesa
Agropecuária do Ministério da Agricultura
Brasília

Benjamin Martinez Martinez
Coordenador de Assuntos Econômicos
do Ministério de Agricultura
Brasília

Luiz Augusto Paranhos Sampaio
Consultor Juridico do Ministério
da Agricultura
Brasília

Paulo Ernani Miranda Ortegá -
Subchefe de Gabinete do Ministro de
Estado da Agricultura
Brasília

José Antonio de Oliveira Coimbra
Secretário de Planejamento Agrícola
Ministério da Agricultura
Brasília

Joaquim Cardoso Filho
Secretário Geral da Comissão Executiva
do Plano da Lavoura Cacaueira
Ministério da Agricultura
Brasília

Valfredo Cabral
Presidente do Grupo Executivo de
Eletrificação Rural de Cooperativas
Ministério da Agricultura
Brasília

Emilson Franca de Queiroz
Diretor-Geral do Instituto Nacional de
Meteorologia
Ministério da Agricultura
Brasília

Adair Mazzoti
Secretário Nacional de Cooperativismo
Ministério da Agricultura
Brasília

Dejandir Dalpasquale
Presidente do Banco Nacional de Crédito
Cooperativo
Ministério da Agricultura
Brasília

Pedro do Carmo Dantas
Diretor Presidente da Companhia
Brasileira de Alimentos
Ministério da Agricultura
Brasília

Attila Carvalho de Godoy
Diretor Presidente da Companhia Brasileira
de Armazenamento
Ministério da Agricultura
Brasília

Luiz Norberto Silva Ratto
Presidente da Companhia de Financiamento
de Produção
Ministério da Agricultura
Brasília

Ormuz Freitas Rivaldo
Presidente da Empresa Brasileira de
Pesquisa Agropecuária
Ministério da Agricultura
Brasília

Romeu Padilha de Figueiredo
Presidente da Empresa Brasileira de
Assistência Técnica e Extensão Rural
Ministério da Agricultura
Brasília

Antonio José Costa de Freitas Guimaraes
Presidente do Instituto Brasileiro
de Desenvolvimento Florestal
Ministério da Agricultura
Brasília

Antonio Carlos Antunes Scartèzzini
Coordenador de Comunicação Social
do Ministério da Agricultura
Brasília

Aécio Moura da Silva
Superintendente de Desenvolvimento da
Pesca
Ministério da Agricultura
Brasília

Sebastião Jander de Siqueira
Coordenador Geral do Programa Nacional
para Aproveitamento de Várzeas Irrigáveis
Ministério da Agricultura
Brasília

Euler Lázaro de Moraes
Coordenador de Municipalização da
Agricultura e Desenvolvimento
Comunitário Rural
Ministério da Agricultura
Brasília

Carlos Moysés Andreotti
Diretor da Divisão de Relações
Internacionais
Ministério da Agricultura
Brasília

Ináh Lins de Albuquerque Coimbra
Chefe do Cerimonial do Governo do Estado
de Pernambuco
Recife

Guaracy Boa Viagem
Chefe do Departamento de Producao Animal
do Governo do Estado de Pernambuco
Recife

Fernando Chavez Lins
Chefe do Gabinete do Secretário de
Agricultura do Estado de Pernambuco
Recife

José Almino Arraes de Alencar Pinheiro
Diretor Presidente da Companhia de
Servicos Agropecuários do Estado de
Pernambuco
Recife

Zenildo Neves
Diretor Presidente da Empresa de
Assistência Técnica e Extensão Rural de
Estado de Pernambuco
Recife

Fernando de Souza Araújo
Diretor Presidente da Empresa de
Assistência Técnica e Extensão Rural de
Estado de Pernambuco
Recife

Manoel Abilho de Queiroz
Diretor Presidente da Empresa de Pesquisa
Agropecuária do Estado de Pernambuco
Recife

Joao de Deus Gabriel
Coordenador do Grupo Especial de Producao
e Abastecimiento
Recife

Luiz Andrea Favero
Director Técnico da Fundacao Estadual de
Planejamento Agrícola
Recife

Pedro Rafael Lapa
Superintendente do Programa de Apoio ao
Pequeno Produtor Rural do Estado de
Pernambuco
Recife

Gabriel Catter
Diretor do Departamento Técnico
de Assistência ao Estudante
Secretaria de Educacao do Estado de
Pernambuco
Recife

Júlio Zoé de Brito
Chefe do Centro de Pesquisas da Zona da
Mata de Estado de Pernambuco
Recife

Gabriel Alves Maciel
Chefe do Centro de Pesquisas do Sertao
do Estado de Pernambuco
Recife

José Máximo Viana
Assessor do Gabinete da Secretaria
de Agricultura do Estado de Pernambuco
Recife

Pedro Guimaraes Mariz Filho
Chefe de Assessoria de Cooperacao
Internacional do Ministério do Interior
Brasília

José Alencar Carneiro de Freitas
Subsecretário da Amazônia/SG
Ministério do Interior
Brasília

Erasmó José de Almeida
Ministério da Irrigacao
Brasília

Juscelino Antonio de Azevedo
Ministério da Irrigacao
Brasília

Carlos Alberto de Oliveira
Ministério da Irrigacao
Brasília

Aloisio Carneiro
Membro da Diretoria Executiva da
Confederacao
Nacional dos Trabalhadores na Agricultura
Brasília

Zeke Beze Junior
Assessor para Assuntos de Política
Agrícola e Reforma Agrária da
Confederacao Nacional dos Trabalhadores
na Agricultura
Brasília

Henrique Kitahara
Assessor de Assuntos Internacionais da
Organizacao das Cooperativas Brasileiras
do Ministério da Agricultura
Brasilia

Igor Kipman
Representante permanente Alternativo Junto
à FAO
Roma

Advisers

Celso Lemos Rosal
Secretário de Producao Vegetal
SPV/SNAP
Brasilia

Francisco Basilio Freitas de Sousa
Secretário de Tecnologia Agropecuária
STA/SNAP
Brasilia

Mário Alves Malafaia
Coordenador de Pesca - SNAP
Brasilia

Roberto Cavalcante Ribeiro
SEP/SNAP
Brasilia

Hélio Teixeira Alves
Secretário Substituto
SNAD
Brasilia

Francisco Bezerra da Silva
Coordenador do Codex Alimentarius/SNAD
Brasilia

Alceu Adriano Lyro
SG COPLAN/SUPLAN
Brasilia

José Oribe Rocha de Aragao
Diretor de 3o. Distrito de Meteorologia
Brasilia

Augusto Cesar Vaz de Athayde
Diretor de 4o. Distrito de Meteorologia
Brasilia

Wagner S. Risso
Assessor da Area Internacional/SENACOOB
Brasília

Elíana Maria Martins Ferreira
Chefe de Assessoria Especial da
Presidência
BNCC
Brasília

Marçal Salvador de Araújo Ferraz
Assessor da Presidência - COBAL
Brasília

Paulo Nicola Venturelli
Assessor da CFP
Brasília

Carlos Marx Ribeiro Carneiro
Diretor do Projeto IBDF/FAO/PNUD/BRA/87
Brasília

Odilon Juvino de Araújo
Coordenador de Aquicultura7SUDEP
Brasília

Francisco Ferrer Bezerra
Diretor EMBRAPA
Brasília

Derli Chaves Machado da Silva
Director EMBRAPA
Brasília

João Marino Junior
Superintendente de Planejamento/CIBRAZEM
Brasília

Renaldo de Araújo Lima
Assessor Secretaria Geral/MA
Brasília

Benedito Rosa do Espirito Santo
Secretário Geral Adjunto/MA
Brasília

Observers

Paulo Alexandre Carneiro
Chefe de Gabinete
SUDEPE/MA
Brasília

Denise Zelaquett Pereira Barbosa
Advogada Representante do Conselho
Nacional de Mulheres no Brasil
Recife

Eudes de Souza Leao Pinto
Presidente
Academia Pernambucana de Ciencia
Agronômica
Recife

CHILE
CHILI

Jefe de Delegación
Raúl Schmidt
Embajador en Brasil
Brasilia

Suplente
Juan Nilo Valledor
Representante Alterno ante la FAO
Roma

COLOMBIA
COLOMBIE

Jefe de Delegación
Gabriel Rosas Vega
Ministro de Agricultura
Bogotá

Suplente
Gonzalo Bula Hoyos
Embajador Permanente ante la FAO
Roma

CUBA

Jefe de Delegación
Julio César Valmaseda Baltrons
Viceministro de Agricultura
La Habana

Suplentes
Marcos I. Nieto Lara
Jefe del Departamento de Colaboración
Internacional
Ministerio de Agricultura
La Habana

Juan Nuiry Sánchez
Embajador Extraordinario y
Plenipotenciario
Representación Permanente ante la FAO
Roma

Sra Grafila Soto Carrero
Funcionaria de la Dirección de
Organismos Internacionales
Comité Estatal de Colaboración Económica
La Habana

ECUADOR
EQUATEUR

Jefe de Delegación
Deborah Salgado
Segundo Secretario
Embajada de Ecuador
Brasília

EL SALVADOR

Jefe de Delegación
Ivo Priamo Alvarenga
Embajador
Asesor Ministro de Agricultura
Ministerio de Agricultura
San Salvador

HAITI

Chef de délégalion
Frédéric Agénor
Ministre de l'agriculture, des
ressources naturelles et du développement
rural
Port-au-Prince

Suppléant
Antonio Aime
Directeur général
Ministère de l'agriculture, des
ressources naturelles et du
développement rural
Port-au-Prince

HONDURAS

Jefe de Delegación
Sra Norma Belinda Medina
Delegada Representante
Ministerio de Relaciones Exteriores
Recife

MEXICO
MEXIQUE

Jefe de Delegación

Eduardo Pesqueira Olea
Secretario de Agricultura
y Recursos Hidráulicos
Ciudad de México

Suplentes

Fernando Gonzáles Villarreal
Subsecretario de Infraestructura
Hidráulica
Secretaria de Agricultura
y Recursos Hidráulicos
Ciudad de Mexico

Carlos Vidali Carbajal
Director General de Asuntos
Internacionales
SARH
Ciudad de México

Sra Margarita Lizárraga
Consejera para Asuntos Pesqueros
Ministerio de Pesca
Representación Permanente ante la FAO
Roma

Sra Evangelina Beltrán Pimienta
Subdirectora para Naciones Unidas
SARH
Ciudad de México

NICARAGUA

Jefe de Delegación

Jaime Wheelock Román
Ministro de Desarrollo Agropecuario y
Reforma Agraria
Managua

Suplentes

Pedro Blandón
Primer Viceministro de Cooperación
Internacional
Ministerio de Cooperación Exterior
Managua

Julio César Castillo
Director General de Ganadería
MIDINRA
Managua

Jorge Jenkins
Embajador de Nicaragua
Brasilia

Francisco Chamorro
Asistente del Ministro de Agricultura
MIDINRA
Managua

PANAMA

Jefe de Delegación
Luis Olmedo Castillo Sosa
Viceministro de Desarrollo Agropecuario
Ministerio de Desarrollo Agropecuario
Santiago de Veraguas

Suplentes
Alfredo Acuña
Asesor Ministerial
Ministerio de Desarrollo Agropecuario
Santiago de Veraguas

Máximo Estrada
Delegado
Ministerio de Relaciones Exteriores
Brasilia

PARAGUAY

Jefe de Delegación
Nelson Dario Blanco Maldonado
Asesor en Desarrollo Rural
Gabinete Técnico
Ministerio de Agricultura y Ganaderia
Asunción

PERU

PEROU

Jefe de Delegación
Hugo Palma
Embajador del Perú
Brasilia

Suplente
José Antonio Arróspide
Ministro Consejero
Embajada del Perú
Brasilia

DOMINICAN REPUBLIC
REPUBLIQUE DOMINICAINE
REPUBLICA DOMINICANA

Jefe de Delegación
Lamartine Jr. Hollanda
Cónsul de República Dominicana
Recife

Suplente
Sra Maria Luisa Caveglia
Vice Cónsul
Recife

SAINT VINCENT AND THE GRENADINES
SAINT-VINCENT-ET-GRENADINES
SAN VICENTE Y LAS GRANADINAS

Head of Delegation
Lennox Daisley
Chief Agricultural Officer
Ministry of Trade, Industry and
Agriculture
Kingstown

TRINIDAD AND TOBAGO
TRINITE-ET-TOBAGO
TRINIDAD Y TABAGO

Head of Delegation
Surujrattan Rambachan
Ambassador of Trinidad and Tobago
Brasilia

URUGUAY

Jefe de Delegación
Pedro Olmos
Subdirector General
Ministerio de Ganaderia, Agricultura y
Pesca
Montevideo

VENEZUELA

Jefe de Delegación
Arturo Navarro
Coordinador-Gerente del Programa de
Desarrollo Tecnológico Agropecuario
(PRODETEC)
Caracas

Suplente

Héctor Griffin
Ministro Consejero
Embajada de Venezuela
Brasília

OBSERVERS FROM MEMBER NATIONS NOT SERVICED BY THE REGIONAL OFFICE
OBSERVATEURS DES ETATS MEMBRES QUI NE SONT PAS DESSERVIS PAR LE BUREAU REGIONAL
OBSERVADORES DE ESTADOS NO MIEMBROS QUE NO SON ATENDIDOS POR LA OFICINA
REGIONAL

THE NETHERLANDS

PAYS-BAS

PAISES BAJOS

Tjeerd Kaastra
Counsellor
Netherlands Embassy
Brasília

SPAIN

ESPAGNE

ESPAÑA

Alfonso Torrejón
Consejero
Embajada de España
Brasília

UNITED STATES OF AMERICA

ETATS-UNIS D'AMERIQUE

ESTADOS UNIDOS DE AMERICA

A. Guroff
Assistant Administrator
U.S. Department of Agriculture
Washington, D.C.

John Cook
Chief, Agricultural Development Division
Department of State
Washington, D.C.

John Link
Senior Economist
Economic Research Service
USDA
Washington, D.C.

HOLY SEE
SAINT-SIEGE
SANTA SEDE

Ubiratan de Couto Mauricio
Profesor da Universidade Católica de
Pernambuco
Recife

REPRESENTATIVES OF THE UNITED NATIONS AND SPECIALIZED AGENCIES
REPRESENTANTS DES NATIONS UNIES ET INSTITUTIONS SPECIALISEES
REPRESENTANTES DE LAS NACIONES UNIDAS Y ORGANISMOS ESPECIALIZADOS

ECONOMIC COMMISSION FOR LATIN AMERICA AND THE CARIBBEAN (CEPALC)
COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AMERIQUE LATINE ET LES CARAIBES (CEPALC)
COMISION ECONOMICA PARA AMERICA LATINA Y EL CARIBE (CEPALC)

Luiz Claudio Etchebert Marinho
Director de la Oficina de CEPAL en Brasil
Brasilia

Gerson Gomes
Economista
Oficina de CEPAL en Brasil
Brasilia

WORLD FOOD PROGRAMME (WFP)
PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL (PAM)
PROGRAMA MUNDIAL DE ALIMENTOS (PMA)

Hanny Laufer
Project Officer
Recife

Klaus Klawitter
Director das Operações no Brasil
Brasilia

UNITED NATIONS DEVELOPMENT PROGRAMME (UNDP)
PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT (PNUD)
PROGRAMA DE LAS NACIONES UNIDAS PARA EL DESARROLLO (PNUD)

Augusto Ramirez Ucampo
Regional Director
UNDP
New York, N.Y.

Eduardo Gutiérrez
Resident Representative
UNDP
Brasilia

INTERNATIONAL LABOUR OFFICE (ILO)
ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL
ORGANIZACION INTERNACIONAL DEL TRABAJO (OIT)

Dirk Belau
Deputy Director
ILO Office in Brasilia

INTERNATIONAL FUND FOR AGRICULTURAL DEVELOPMENT (IFAD)
FONDS INTERNATIONAL POUR LE DEVELOPPEMENT AGRICOLE (FIDA)
FONDO INTERNACIONAL PARA EL DESARROLLO AGRICOLA (FIDA)

J.J. Cariglio
Project Controller
Latin America and the Caribbean Division
Rome

WORLD BANK
BANQUE MONDIALE
BANCO MUNDIAL

Edward B. Rice
Head, World Bank Office
Recife

EUROPEAN ECONOMIC COMMISSION (EEC)
COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE (CEE)
COMUNIDAD ECONOMICA EUROPEA (CEE)

Ambrosio Alves de Mello Franco
Economic Advisor
Brasilia

OBSERVERS FROM INTERGOVERNMENTAL ORGANIZATIONS
OBSERVATEURS DES ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES
OBSERVADORES DE LAS ORGANIZACIONES INTERGUBERNAMENTALES

INTER-AMERICAN DEVELOPMENT BANK (IDB)
BANQUE INTERAMERICAINE DE DEVELOPPEMENT (BID)
BANCO INTERAMERICANO DE DESARROLLO (BID)

Alberto Vildoso
Especialista Sectorial de Agricultura
Brasilia

CARIBBEAN COMMUNITY SECRETARIAT (CARICOM)
SECRETARIAT DE LA COMMUNAUTE DES CARAIBES
SECRETARIA DE LA COMUNIDAD DEL CARIBE

Ronald M. Gordon
Officer-in-Charge
Agricultural Development Section
Georgetown, Guyana

CARIBBEAN AGRICULTURAL RESEARCH AND DEVELOPMENT INSTITUTE (CARDI)
INSTITUT DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT AGRICOLES DES CARAIBES
INSTITUTO DE INVESTIGACION Y DESARROLLO AGRICOLA DEL CARIBE

Ashraf Ali
Director of Planning and Evaluation
St. Augustine, Trinidad and Tobago

TROPICAL AGRICULTURAL RESEARCH AND TRAINING CENTRE
CENTRE AGRONOMIQUE TROPICAL DE RECHERCHE ET D'ENSEIGNEMENT
CENTRO AGRONOMICO TROPICAL DE INVESTIGACION Y ENSEÑANZA (CATIE)

Rodrigo Tarte
Director General
Turrialba, Costa Rica

Eduardo Casas
Subdirector de Investigación
Turrialba, Costa Rica

INTERAMERICAN INSTITUTE FOR COOPERATION IN AGRICULTURE
INSTITUT INTERAMERICAIN DE COOPERATION POUR L'AGRICULTURE
INSTITUTO INTERAMERICANO DE COOPERACION PARA LA AGRICULTURA (IICA)

Cassio Luiselli
Subdirector de Operaciones
San José, Costa Rica

Jorge Werthein
Director de Relaciones Externas
San José, Costa Rica

Reginald Pierr
Director de Operaciones para el Caribe
San José, Costa Rica

Rufo Bazan
Representante a.i. del IICA en Brasil-
Brasília

Félix M. Cirio
Asesor del Director General
San José, Costa Rica

BOARD OF THE CARTAGENA AGREEMENT
CONSEIL DE L'ACCORD DE CARTAGENE
JUNTA DEL ACUERDO DE CARTAGENA

Luis J. Paz Silva
Jefe, Departamento Agropecuario
Lima

LATIN-AMERICAN ENERGY ORGANIZATION
ORGANISATION LATINO-AMERICAINE DE L'ENERGIE
ORGANIZACION LATINOAMERICANA DE ENERGIA (OLADE)

Renato Lôpes
Representante en Brasil
Brasilia

OBSERVERS FROM INTERNATIONAL NON-GOVERNMENTAL ORGANIZATIONS
OBSERVATEURS DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES
OBSERVADORES DE ORGANIZACIONES NO GUBERNAMENTALES

WORLD FEDERATION OF TRADE UNIONS (WFTU)
FEDERATION SYNDICALE MONDIALE (FSM)
FEDERACION SINDICAL MUNDIAL (FSM)

Arnaldo Gonçalves
Member of WFTU Bureau
Santos, Brazil

INTERNATIONAL CONFEDERATION OF FREE TRADE UNIONS
CONFEDERATION INTERNATIONALE DES SYNDICATS LIBRES
CONFEDERACION INTERNACIONAL DE ORGANIZACIONES SINDICALES LIBRES (CIOSL)

Fernando Serrano
Representante para el Cono Sur
Sao Paulo, Brasil

INTERNATIONAL CONFEDERATION OF CATHOLIC ORGANIZATIONS FOR CHARITABLE AND SOCIAL ACTION
CONFEDERATION INTERNATIONALE DES ORGANISMES CATHOLIQUES POUR L'ACTION CHARITABLE ET SOCIALE
CONFEDERACION INTERNACIONAL DE ORGANIZACIONES CATOLICAS PARA LA CARIDAD Y ACCION SOCIAL (CARITAS INTERNACIONAL)

Pe. Herminio Canove
Representante
Recife

CONFERENCE SECRETARIAT/SECRETARIAT DE LA CONFERENCE/
SECRETARIA DE LA CONFERENCIA

Conference Secretary and Conference Officer	G. ROCA
Reports Officer	L. GOMEZ-OLIVER
Press Officers	H. TOROS C. FORNARI

FAO STAFF/FONCTIONNAIRES DE LA FAO
FUNCIONARIOS DE LA FAO

Edouard SAOUMA Director-General	P.P. BONNEMAISON FAO Representative in Brazil
M.E. JALIL Assistant Director-General Regional Representative for Latin America and the Caribbean	S. BOTERO Chief, Forest and Wildlands Conservation Branch Forest Resources Division
R. MORENO Assistant Director-General, a.i. Economic and Social Policy Department	T. LOPEZ-RAMIREZ Chief, Regional Bureau for Latin America and the Caribbean Field Programme Development Division
H.W. HJORT Director Policy Analysis Division	
L. LOPEZ-CORDOVEZ Director Joint ECLAC/FAO Agricultural Division	Ms M. TROTTER Personal Assistant to Director-General

ANNEXE C

LISTE DES DOCUMENTS

- LARC/88/1 Ordre du jour provisoire annoté
- LARC/88/2 Activités de la FAO dans la région
- LARC/88/3 Le potentiel de développement agricole et rural de l'Amérique latine et des Caraïbes
- Rapport principal
 - Plan d'action
 - ANNEXE I: Développement social et économique
 - ANNEXE II: Pauvreté rurale
 - ANNEXE III: Systèmes d'alimentation et sécurité alimentaire
 - ANNEXE IV: Ressources naturelles et environnement
 - ANNEXE V: Cultures, élevage, pêches et forêts
- LARC/88/4 Promotion de l'agroforesterie pour améliorer l'exploitation des terres
- LARC/88/5 Représentation de la région au sein du Groupe consultatif de la recherche agricole internationale (GCRAI)

LARC/88/INF

- LARC/88/INF/1 Note d'information
- LARC/88/INF/2 Rev.1 Calendrier provisoire
- LARC/88/INF/3 Liste provisoire des documents
- LARC/88/INF/4 Déclaration du Directeur général
- LARC/88/INF/5 Déclaration du Sous-Directeur général, Représentant régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes
- LARC/88/INF/6 Rev.1 Liste provisoire des participants

LARC/88/OD

- LARC/88/OD/1 à Programmes des séances
LARC/88/OD/5

LARC/88/REP

- LARC/88/REP/1 Rapport provisoire

DECLARATION DU DIRECTEUR GENERAL

Monsieur le Président, Excellences, Mesdames et Messieurs,

En ouvrant cette Conférence, il me faut malheureusement évoquer la terrible calamité qui vient de frapper plusieurs pays de la Région, en particulier la Jamaïque et le Mexique. Je veux parler, bien sûr, de l'ouragan d'une violence inouïe qui a semé la mort et la destruction sur son passage. Comme toujours dans de telles circonstances, l'agriculture et les populations rurales ont particulièrement souffert. Permettez-moi d'exprimer notre plus profonde sympathie aux gouvernements et aux peuples des pays dévastés.

La FAO est prête, comme toujours, à offrir dans la mesure de ses moyens son assistance pour redresser le secteur agricole de ces pays.

Panorama de la Région: expansion et crise

Trop souvent des phases stéréotypées ont l'étrange pouvoir de faire perdre de vue les réalités qui les sous-tendent. Quand nous parlons des "risques de l'agriculture" nous ne nous souvenons pas toujours des innombrables tragédies individuelles et collectives et des événements cruels qui jalonnent l'histoire et la vie des paysans.

Laissez-moi vous donner un exemple entre tant d'autres: une récolte record est attendue; on a travaillé beaucoup et durement, le sol a été bien préparé, les jeunes plants ont été soignés comme il convient, les champs ont été sarclés et désherbés; le temps a été clément et l'on n'a pas eu le fléau des insectes. En somme, l'humeur est à l'optimisme et, à mesure que les épis se gonflent, l'espoir augmente de jour en jour. Mais brusquement, la grêle, ou une maladie totalement imprévisible, se met de la partie et tout est détruit en quelques instants.

Stupeur et consternation sont les premières réactions devant la catastrophe. L'agriculteur est accablé lorsqu'il contemple le désastre qui, non seulement ruine ses espoirs, mais défit la raison. La malchance est une énigme qui paralyse l'esprit.

Mais très vite, le temps apparemment suspendu reprend son cours, le sang circule à nouveau dans les veines, l'intelligence et la détermination reviennent. Le paysan, plein de patience, de ténacité et d'ingéniosité, commence par essayer de sauver ce qui peut l'être. Il fait son possible pour combler le vide laissé par la récolte anéantie. Plus tard, il essaiera de comprendre ce qui s'est passé et de trouver le moyen d'éviter qu'une telle calamité ne se reproduise. En fin de compte, l'énergie physique et intellectuelle fond du malheur un tremplin pour le progrès.

Cette histoire, qui n'est que trop connue, illustre à mes yeux ce qui est arrivé et arrive dans vos pays. Après trois décennies d'un essor économique et social brillant et soutenu, la Région est frappée par la crise économique des années 80. Vous seuls, dirigeants et peuples des pays d'Amérique latine et des Caraïbes, connaissez le poids d'angoisse et de souffrance que renferme cette phrase.

Qu'est-il arrivé au juste? Durant la période 1950-1980, malgré des différences considérables d'un pays à l'autre, la Région avait dans son ensemble le vent en poupe et bénéficiait d'une croissance économique régulière. Tout au long de ces trois décennies, le produit intérieur brut (PIB) a progressé de 5,6 pour cent et les exportations de 4,7 pour cent par an. La production industrielle a sextuplé. Les indicateurs sociaux inclinaient les esprits à l'optimisme: malgré la croissance démographique, le PNB par habitant avait largement doublé; l'espérance de vie à la naissance augmentait à mesure que l'offre de calories croissait; la nutrition en général, la scolarisation et les services sanitaires avaient accompli des progrès spectaculaires.

Bien que la part des actifs dans l'agriculture se soit réduite et soit passée de 48 pour cent en 1960 à 32 pour cent en 1980, la production agricole augmentait de 3,2 pour cent l'an. Quant à la modernisation, elle se portait bien.

Bien sûr, tout n'était pas rose: le progrès était inégalement réparti et le chômage rural encore très élevé; d'énormes poches de pauvreté subsistaient dans les campagnes; la dégradation de l'environnement était lourde de menaces. Mais, tout bien considéré, la tendance générale était indéniablement à l'expansion, et un avenir plus prospère était en vue.

Puis survint le tournant des années 80, et la machine s'enraya. L'économie mondiale connut à cette époque une phase de récession, c'est vrai, mais nulle part la crise ne fut plus dure et prolongée qu'en Amérique latine et dans les Caraïbes. De même que dans une collision un homme courant à toute allure perdra plus facilement l'équilibre qu'un autre qui attend de pied ferme, de même une économie en plein essor est plus vulnérable qu'une autre. Une modernisation intensive, compte tenu de l'apport de capitaux extérieurs qu'elle exige, devient dangereuse quand le système commence à se gripper.

Le commerce des produits agricoles fournit une part importante des recettes d'exportation de la Région. Ces produits de base peuvent être divisés en deux catégories: premièrement, les produits tropicaux, comme le café ou le cacao, qui ne sont pas soumis à une concurrence acharnée; et deuxièmement, les produits comme le sucre, les céréales, le soja et la viande qui doivent défendre leurs positions sur les marchés mondiaux contre les pays développés d'Europe, d'Amérique du Nord et du Pacifique Sud.

Pour la première catégorie, la demande stagne, la consommation ayant presque atteint le niveau de la saturation. Les prix (fixés par des marchés financiers extérieurs à la Région) ont chuté. Quant aux produits de la seconde catégorie, qui sont exposés à la concurrence, ils se heurtent au protectionnisme croissant des pays développés: subventions à une production intérieure dispendieuse; restrictions imposées à l'entrée des marchandises provenant de pays à faibles coûts de production; et contingentements (parfois utilisés également comme instruments de pression politique).

En raison de la détérioration des termes de l'échange, le fardeau de l'endettement extérieur est devenu si lourd que ce problème domine aujourd'hui tous les autres. A la fin de 1987, l'endettement des pays de la Région atteignait le total alarmant de 421 milliards de dollars. D'après l'estimation du Fonds monétaire international, le service de cette dette écrasante absorbera cette année 42 pour cent du montant total des recettes d'exportations de la Région. Comment croit-on que l'économie puisse survivre à une telle saignée?

De fait, l'édifice patiemment érigé menace de s'effondrer comme un château de cartes. Les investisseurs perdent confiance et n'apportent plus de capitaux. L'inflation galopante atteint une moyenne annuelle de trois chiffres. Les salaires réels fondent, les services sociaux se désintègrent, la croissance de la production agricole se ralentit et la pauvreté rurale ne cesse de s'étendre.

Dans certains pays, l'économie va vers la paralysie totale. Et ce sont naturellement les pauvres qui voient s'évanouir leur espoir d'être plus instruits et d'avoir à leur disposition de meilleurs services de santé et de vulgarisation, d'accéder à plus de compétence, de responsabilité et de dignité et de jouir de revenus plus élevés. Il est encore trop tôt pour se livrer à des calculs précis, mais tout laisse présager que dans certains pays la mortalité infantile s'élève tandis que s'abaisse l'espérance de vie à la naissance.

Au seuil du troisième millénaire, une telle situation est intolérable. Il faut porter au crédit des pays de la Région le fait que leurs dirigeants, loin de s'abandonner au découragement ou à la passivité, ont réagi avec beaucoup de rapidité; ils ont essayé de déceler les causes de la crise et de forger des stratégies qui leur permettraient de maîtriser à nouveau le cours des événements. Ces efforts, tout d'abord isolés et spasmodiques, sont de jour en jour mieux organisés et étendent leur champ d'action. On est à la recherche d'idées neuves et l'on n'hésite plus du tout à contester les modèles de développement du passé.

Ce sont de ces principes mêmes que s'inspire la Conférence régionale en s'attaquant aux problèmes de l'alimentation et de l'agriculture. Comme sa Constitution l'exige, la FAO est résolue à accorder pleinement son assistance à ce sommet agricole de l'Amérique latine et des Caraïbes.

Situation et perspectives de l'alimentation et de l'agriculture

J'aimerais évoquer brièvement la situation et les perspectives de l'alimentation et de l'agriculture dans le monde et dans la Région.

Les approvisionnements alimentaires sont adéquats au niveau global, mais au prix d'une baisse considérable des réserves accumulées depuis quelques années. La production céréalière mondiale, qui a fléchi en 1987, s'abaissera probablement encore en 1988 à 1 770 millions de tonnes. Pour la première fois en 40 ans, on enregistre un recul durant deux années consécutives; rien que ce fait est un motif de préoccupation constante. Encore une fois, la consommation mondiale excède la production et entame sérieusement les stocks. Si cela devait se reproduire en 1989-90, la sécurité alimentaire mondiale serait menacée.

D'après les prévisions, la production augmentera dans les pays en développement et baissera dans les pays développés, surtout aux Etats-Unis et au Canada, qui sont les plus grands exportateurs. Par conséquent, les prix du maïs et du blé continueront leur ascension. La sécheresse a frappé la production de soja aux Etats-Unis, mais on en a planté davantage dans l'hémisphère Sud, notamment dans plusieurs pays d'Amérique latine. Cela les aidera à combler une partie du déficit tout en profitant de la hausse des prix. La production et la consommation mondiale de sucre sont actuellement plus proches de l'équilibre que par le passé; les prix sont de nouveau orientés à la hausse mais ne sont pas encore assez élevés.

Dans plusieurs pays d'Amérique centrale et des Caraïbes, la situation de l'offre alimentaire était assez serrée au début de cette année, car, à la suite de la sécheresse, les récoltes de seconde saison ont été mauvaises. Mais fort heureusement, les récoltes de la principale saison en juillet ont été bonnes et la situation est en train de s'améliorer. Au Mexique, les cultures de blé avaient beaucoup souffert de la sécheresse, mais des pluies abondantes survenues par la suite ont amélioré les perspectives de la récolte vers la fin de l'année. En Amérique du Sud, un accroissement significatif de la production céréalière en 1988 est attendu au Brésil, toutefois on prévoit une réduction prononcée en Argentine. Des difficultés d'approvisionnement persistent au Salvador, en Haïti et au Nicaragua.

Quant aux autres cultures de rente, la production sucrière sera sans doute analogue à celle de l'an dernier: donc inférieure à ce qui avait été tout d'abord prévu. Les perspectives sont bonnes pour le café, le cacao et la banane.

Après une dépression de plusieurs années, l'indice des prix des produits d'exportation (couvrant les principaux produits agricoles, les minéraux et les métaux) a retrouvé au milieu de cette année son niveau de 1980. La hausse des prix de produits comme le blé et le soja a contribué à cette amélioration. Toutefois, du fait de l'inflation mondiale, les prix demeurent en moyenne de 20 pour cent inférieurs à ce qu'ils étaient en 1980. Outre les céréales et le soja, nombre des grands produits agricoles exportés par la région - bananes, coton, et dans une moindre mesure, le sucre - ont bénéficié des prix plus élevés. D'autre part, en ce qui concerne d'autres produits comme le boeuf, le café et surtout le cacao et le sisal, les prix mondiaux à l'exportation restent très inférieurs aux niveaux enregistrés au début de la décennie.

On ne peut manquer d'être frappé par le contraste absolu entre, d'une part, l'amélioration des prix à l'exportation des produits alimentaires provenant essentiellement des pays développés et, d'autre part, par le marasme persistant de plusieurs des grands produits tropicaux exportés par les pays en développement. Ce contraste, et les mouvements désordonnés des prix de ces dernières années, montre encore une fois les limites des accords internationaux sur les produits - en particulier ceux concernant le cacao, le café et le sucre - dès lors qu'il s'agit de maintenir les cours des marchés internationaux au-dessus du seuil de rentabilité. A cet égard, j'aimerais mentionner le travail de pionnier que la FAO a entrepris il y a trois ans sur les politiques internationales du sucre en collaboration avec l'Organisation internationale du sucre; cette action pourrait servir de base pour remettre de l'ordre dans le marché mondial du sucre.

Ce n'est sûrement pas une simple coïncidence, alors que les prix des produits de base enregistreraient une certaine reprise, que les grands pays industrialisés réunis au sommet d'Ottawa aient décidé d'utiliser, entre autres indicateurs d'inflation, l'indice des prix des produits primaires. J'espère que cela ne signifie pas que les pays industrialisés se préparent à prendre des mesures anti-inflationnistes qui risquent de maintenir à des niveaux anormalement bas les prix à l'exportation des produits tropicaux, tels le café et le cacao. Après tout, les prix des matières premières n'entrent que pour une faible part dans les prix à la consommation des pays

les plus développés; selon certaines estimations, cette part ne serait que de 10 pour cent et la tendance est à la baisse. Il est donc clair que le Nord ne peut résoudre ces problèmes d'inflation en maintenant au plus bas les prix des produits exportés par le monde en développement.

Il reste encore beaucoup à faire pour stabiliser les prix des produits de base à des niveaux raisonnables et pour rendre plus compétitives les exportations des pays en développement. Après plusieurs années de frustration, on ne peut que se féliciter de ce que les conditions d'entrée en vigueur du Fonds commun pour les produits primaires soient enfin réunies. En collaboration étroite avec leurs collègues de la CNUCED, mes collaborateurs ont déjà élaboré des programmes et projets pour faire financer par le Second compte du Fonds certains produits, dont beaucoup sont importants pour la Région, comme les bananes, la viande et les fibres dures. La FAO fera de son mieux pour que ces efforts se soldent par des avantages concrets pour les pays en développement dès que le Second compte deviendra opérationnel.

Parallèlement, il convient d'engager une action énergique pour faciliter l'accès aux marchés et réduire les productions lourdement subventionnées. Les faits ne sont guère encourageants, comme ne le savent que trop les pays exportateurs de sucre et d'autres produits de la Région.

Les pays en développement devraient redoubler d'efforts pour que le commerce agricole leur permette d'améliorer réciproquement leur autosuffisance. A cet égard, je trouve très encourageante la décision prise par les Ministres du Groupe des 77 de mettre en vigueur le Système des préférences généralisées. Quinze pays de la Région y ont déjà adhéré et j'invite instamment les autres à se joindre à eux.

En tant qu'élément des négociations commerciales multilatérales du GATT, l'Uruguay round a presque effectué la moitié du parcours. Je suis sûr que l'examen qui sera entrepris en décembre prochain à Montréal par la session ministérielle du Comité sur les négociations commerciales ne manquera pas de stimuler ces dernières. Plusieurs propositions concrètes ont déjà été avancées, surtout en ce qui concerne l'agriculture et les produits tropicaux. Mais il faudra encore déployer beaucoup d'efforts pour rapprocher les positions des participants afin d'atteindre les objectifs fixés par la Déclaration ministérielle de Punta del Este.

La FAO se félicite d'être associée aux négociations sur l'agriculture; elle a été invitée à participer en qualité d'observateur à tous les groupes de négociations traitant de ce secteur. Elle fournit des renseignements techniques sur les produits et les échanges à la fois au Secrétariat du GATT et aux pays participants. Le Groupe de négociation sur l'agriculture a également demandé à la FAO de fournir aux pays participants, en coopération avec le Secrétariat du GATT, une assistance technique pour mesurer le niveau de soutien donné à l'agriculture; la FAO possède une longue expérience en la matière.

Nous espérons que ces négociations progresseront rapidement, surtout en ce qui concerne les produits d'exportations des pays en développement. Ces pays auront l'occasion d'examiner en détail les progrès accomplis dans le cadre de l'Uruguay round lors de la prochaine session du Comité sur les problèmes relatifs aux produits de base, en 1989.

Enfin, il me faut revenir sur la question de la dette qui pèse de plus en plus lourd sur les pays d'Amérique latine et des Caraïbes. Tout ce que je viens de dire indique à l'évidence que, si on laisse les choses aller, l'économie sera bientôt paralysée. Le fardeau économique et social des mesures d'ajustement est sur le point de devenir insupportable. Pour les plus déshérités, cela deviendra - est en train de devenir - une question de vie ou de mort. Il n'y a pas un moment à perdre si nous voulons éviter une immense catastrophe humaine.

Tout doit être mis en oeuvre pour résoudre ce problème crucial; je demande expressément aux créanciers de tenir compte de la réalité et de prendre des mesures pour desserrer le noeud qui étouffe les économies des pays débiteurs. Ces derniers ont besoin de reprendre leur souffle un moment, de se redresser avant d'être en état d'honorer leurs contrats. C'est dans l'intérêt même des créanciers: il est inutile de faire pression sur un débiteur qui ne peut plus payer. C'est, selon le dicton, comme "un cautère sur une jambe de bois". Il faudra faire montre d'imagination et de créativité, car les solutions éprouvées ne suffisent plus. Certains ont déjà employé des méthodes inédites; il s'agit d'explorer de toute urgence toutes les possibilités dans ce domaine.

L'étude de la FAO sur le potentiel de développement agricole et rural de la Région

Déterminés à surmonter la crise, les dirigeants de vos pays ont parfaitement saisi que pour retrouver le chemin de la croissance et d'une répartition plus équitable des fruits du développement, il fallait solliciter le dynamisme de l'agriculture et des zones rurales. Ils savent qu'ils peuvent compter sur l'aide et le soutien de la FAO. C'est la raison pour laquelle les Ministres de l'agriculture, réunis à l'occasion de la dix-neuvième session de la Conférence régionale pour l'Amérique latine et les Caraïbes à la Barbade en 1986, nous ont demandé de faire une étude en profondeur de l'agriculture de la Région ainsi que de son potentiel de développement agricole et rural.

Après deux ans d'un dur labeur mené en consultation et en coopération étroites avec les pays de la Région et de nombreux organismes régionaux et internationaux, cette étude vous est maintenant soumise. Elle comprend un rapport et cinq annexes, chacune d'entre elles consacrée à un problème de grande importance, et se conclut par un plan d'action envisageant divers buts et objectifs. Le sujet est d'une si vaste portée, si ample et complexe que nous avons dû travailler à une allure extrêmement rapide afin de pouvoir respecter les délais prévus. Il était inévitable que l'étude se ressente de cette hâte et je vous prie de bien vouloir considérer avec indulgence les imperfections que vous pourriez y trouver.

Quoi qu'il en soit, cette étude est un travail original et tout à fait nouveau; il réunit pour la première fois un grand nombre de données de base qui sont analysées systématiquement en vue de définir de grandes options et stratégies pour améliorer l'agriculture, la foresterie et les pêcheries de la Région. La démarche suivie - l'action concertée, comme je viens de le dire - montre que notre intention est dénuée de tout dogmatisme. L'étude ne prétend pas dicter des solutions, elle cherche plutôt à suggérer des orientations. Elle n'est pas non plus une compilation d'ordonnances médicales ou un livre de recettes. Elle s'efforce de stimuler la réflexion, de fournir une base de discussion et de donner aux pays de la Région l'occasion d'explorer ensemble les avenues du progrès.

L'étude a été exécutée pour vous, et vous en dégagerez vos propres conclusions. Je ne la commenterai donc pas en détail, mais me bornerai à indiquer très rapidement quelques-uns des principaux points. Tout d'abord, l'expérience prouve que les modèles de développement empruntés au Nord ne conviennent pas aux réalités de la Région. Le développement n'est pas seulement une question économique: c'est l'homme qui est le sujet et l'objet du développement; les politiques doivent accorder au facteur humain et social la place qui lui revient de droit. Pour augmenter la rentabilité, on a favorisé dans le passé le secteur commercial moderne de l'agriculture au détriment des petits exploitants et des paysans pauvres, qui ont été repoussés sur des sols fragiles où leurs technologies inappropriées ont souvent causé des dégâts irréversibles à l'environnement.

L'échec des politiques suivies dans le passé indique que le moment est venu d'inverser la tendance et d'exercer une discrimination positive en faveur des petits et moyens exploitants et des paysans sans terre. Cela peut se faire en instituant des structures agraires qui assurent la sécurité de la tenure; en orientant convenablement la recherche ainsi que les services de vulgarisation et de crédit; en mettant en oeuvre des politiques qui encouragent les organisations paysannes, les coopératives et les actions en faveur des femmes et des jeunes. Il ne s'agit pas de favoriser l'agriculture aux dépens de l'industrie mais d'élargir les bases du développement en motivant la paysannerie et en encourageant, par le biais d'investissements opportuns et de politiques financières, l'implantation en milieu rural d'industries et de services pour susciter un développement équitable et viable.

Le moment est aussi venu d'intensifier la coopération et l'intégration régionales, non seulement pour adopter des positions plus fermes et mieux organisées dans les négociations multilatérales, mais aussi pour diversifier et coordonner la production, trouver de nouveaux débouchés, libéraliser les échanges et développer le commerce intrarégional.

La Région est bien dotée en ressources naturelles et humaines nécessaires au développement de la Région. La FAO, pour sa part, est prête à fournir à vos gouvernements toute l'assistance possible pour donner suite à cette étude. Cette volonté est entièrement conforme à l'esprit de coopération intensive qui caractérise les activités de l'Organisation en Amérique latine et dans les Caraïbes. Notre représentant régional vous en parlera plus en détail, aussi me contenterai-je de dire que les projets de la FAO dans la Région, particulièrement ceux exécutés au titre du Programme de coopération technique, obtiennent d'excellents résultats, surtout dans les domaines de la recherche, de la formation et de la vulgarisation.

Situation financière de la FAO

En de telles circonstances, pourquoi les difficultés auxquelles se heurte actuellement l'Organisation devraient-elles compromettre sa capacité de servir les Etats Membres?

Tout, j'en suis intimement convaincu, provient d'une crise de confiance, d'une désaffection plus ou moins avouée de la part d'un certain nombre de pays développés à l'égard du multilatéralisme et en particulier du système des Nations Unies. La richesse de ces pays en fait les grands donateurs de nos organismes, y compris de la FAO. Devant les problèmes économiques auxquels se heurtent eux-mêmes ces pays, comme l'inflation, le chômage et les déficits de la balance des paiements, une fraction influente de l'opinion publique a conduit les gouvernements à réduire le soutien

qu'ils accordent aux organismes multilatéraux, accusés de favoriser le tiers monde au détriment des pays développés. Comme nous le savons, c'est là une politique à courte vue, car la prospérité des privilégiés ne saurait durer longtemps si le monde en développement est abandonné à son marasme.

Mais les faits sont là: plusieurs de nos grands contributeurs s'acquittent de leurs obligations financières avec des retards considérables, et le plus important d'entre eux n'a réglé qu'une très petite part de ses arriérés pour les deux derniers exercices biennaux. Notre Organisation souffre donc d'une grave crise de trésorerie, qui la contraint à restreindre ses activités et menace, si cela devait continuer, son existence même.

A cause de la pénurie de ressources, nous avons été obligés en 1986-87 de réduire de 25 millions de dollars les services fournis aux Etats Membres. En 1988, il nous a fallu procéder à une autre coupe de 20 millions de dollars, qui aurait encore été plus radicale sans une aide exceptionnelle de 15 millions de dollars fournie par l'Italie. Cela signifie qu'en deux ans nos programmes ont été élagués de 45 millions de dollars, à un moment où les Etats Membres ont plus besoin que jamais de nos services à cause de la croissance démographique et des difficultés qu'ils rencontrent.

Comme vous pouvez le voir, la situation de notre Organisation, où la nécessité d'une expansion vigoureuse se conjugue à une réduction aiguë de ses ressources, présente une analogie frappante avec celle de votre Région. J'ai donc le sentiment que je peux vous parler franchement. Il est inutile de battre la campagne; toute difficile que soit la situation aujourd'hui, elle sera pire encore en 1989. La FAO court le risque de suffoquer par manque d'oxygène pour garder ses programmes en vie. Comme mesure temporaire de soulagement, la FAO m'a autorisé à emprunter - mais dans quelle mesure?

Si nos grands contributeurs maintiennent en 1989 leur politique de ne s'acquitter de leurs contributions financières qu'en partie ou avec des retards considérables, il nous faudra peut-être emprunter près de 40 millions de dollars cette année-là. L'autre option serait de priver nos activités de ce montant en 1989. Je ne peux me résoudre à présenter une telle proposition à nos organes directeurs. Et même s'il y a quelque espoir que notre plus grand donateur modifie son attitude, je reste très préoccupé de la situation financière pour 1990.

Devant une telle situation, dont la gravité n'avait pas encore été mesurée jusqu'ici par tous les Etats Membres, que pouvons-nous faire et que faisons-nous?

Nous sommes continuellement en train de rogner nos dépenses tout en veillant à maintenir l'essentiel de nos opérations. Nous suspendons publications, réunions et voyages. Nous nous sommes abstenus de remplir un grand nombre de postes à mesure qu'ils deviennent vacants. Vous, dont les gouvernements sont souvent obligés de prendre des décisions difficiles, voire dramatiques dans le court terme, vous comprendrez quel déchirement je ressens quand je suis obligé de réduire des activités auxquelles je sais que nos Etats Membres attachent une grande importance et au sujet desquels ils entretenaient de grands espoirs.

En tout état de cause, nous faisons tout notre possible pour maintenir la part de nos programmes qui revient à la Région. Nos efforts reçoivent le plein appui du Comité des programmes et du Comité financier, et les coupes proposées sont soumises à leur approbation. L'Amérique latine et les Caraïbes sont représentées dans ces deux comités par des personnalités éminentes; j'aimerais rendre hommage à l'appui constructif et clairvoyant qu'elles donnent à l'Organisation.

Examen des activités de la FAO

Le Comité des programmes et le Comité financier ont une autre tâche d'une importance primordiale. En vertu d'une résolution spéciale, la Conférence de la FAO leur a confié la responsabilité d'entreprendre un examen en profondeur de certains aspects des buts et opérations de l'Organisation, afin d'en améliorer l'efficacité. Les deux comités, travaillant en commun, ont été autorisés à chercher l'assistance d'experts de leur choix, en consultation avec le Directeur général, sur la base de leur compétence professionnelle et de leur expérience, en tenant dûment compte d'une répartition géographique équilibrée.

Les deux comités ont travaillé dur; ils ont pris à l'unanimité les décisions relatives aux modalités d'organisation et d'exécution de cette étude, à la méthode à suivre et aux choix des experts. Ces derniers qui, je suis heureux de le mentionner, comptent parmi eux deux membres distingués de votre Région, ont déjà commencé leurs travaux. Ils sont arrivés à Rome en juillet et ont eu des réunions avec les fonctionnaires chargés de vos programmes. Tous nos livres et nos dossiers leur sont ouverts et ils consultent les organisations avec lesquelles nous collaborons.

En bref, on peut dire que 1988 est l'année des experts. En 1989, l'étude sera définitivement achevée. Conformément à la résolution de la Conférence, le Directeur général présentera les conclusions et recommandations de l'étude, assorties de ses propres commentaires, au Conseil de la FAO, qui la communiquera, avec ses commentaires, à la vingt-et-unième Session de la Conférence. Tous les Etats Membres auront donc la possibilité d'examiner toutes les données pertinentes avant de prendre une décision.

Nous nous attendons - personnellement je m'attends - à ce que cette étude, à laquelle nous avons affecté quelque deux millions et demi de dollars prélevés sur nos maigres ressources, ait des résultats très positifs. Mais cet examen, pour lequel on a tant insisté, sera sans objet s'il est mené sur une Organisation excessivement affaiblie par le manque d'argent.

J'ai déjà adressé un appel, et je continue à le faire, à nos Etats Membres, particulièrement le plus grand donateur, pour qu'ils s'acquittent consciencieusement de leurs obligations financières envers l'Organisation, afin d'en assurer la survie et lui permettre d'accomplir pleinement sa mission. Il est impératif que nous nous tenions coude à coude; la FAO a besoin du ferme soutien de tous les Etats Membres .

Le rôle spécifique de la Région

A cet égard, j'aimerais souligner le rôle très spécial et extrêmement efficace que joue votre Région. Je remercie vos pays pour leur action unanime et je les invite à la poursuivre et, si possible, à la renforcer davantage encore.

Permettez-moi de m'arrêter un moment sur ce sujet. Aux regards d'un observateur superficiel, vos pays offrent un spectacle tout à fait disparate. La Région s'étend de la zone tropicale de l'hémisphère Nord à l'Antarctique; tous les climats, les sols et les différentes espèces végétales y sont représentés; elle comprend des îlots et des pays vastes comme des continents. Ses peuples sont un mélange extraordinaire de cultures et de races: Amérindiens, Européens du Nord et du Sud, Africains et Asiatiques. Les langues et les cultures latines et anglo-saxonnes coexistent avec d'autres encore plus anciennes. Les systèmes politiques et les idées, les structures socio-économiques et les niveaux de développement sont très différents et parfois en parfait contraste les uns avec les autres;

Quel est donc le secret de l'unité de la Région? Paradoxalement, je serais tenté de répondre qu'elle naît de sa diversité même. Chaque pays, avec son patrimoine et ses valeurs, peut offrir quelque chose aux autres et, à son tour, prendre d'eux tout en restant fidèle à lui-même. Le partage et l'échange sont la vocation primaire de la Région - en matière de culture et de technologie, d'économie et de vie sociale. La diversité de la Région embrasse beaucoup de points communs, de problèmes communs - nous venons juste d'en voir quelques-uns - et d'objectifs communs.

Les pays d'Amérique latine et des Caraïbes sont obligés de vivre ensemble et de commercer les uns avec les autres dans le respect mutuel et la coopération. La Région fait partie du monde en développement, certes, mais la Banque mondiale et d'autres institutions internationales ne considèrent pas qu'elle soit dans un état de sous-développement comparable à celui de quelques autres. Elle comprend des nations indépendantes depuis longtemps, qui aspirent maintenant à l'indépendance économique dont elles se rapprochent à la force du poignet. Je vois dans cette fierté l'un des principaux ressorts du mouvement vers l'intégration économique régionale.

Et ici je touche au coeur du sujet: ce qui fait l'unité profonde de la Région, ce qui est la valeur que tout ces pays ont en commun, c'est, je crois, le sens de la dignité. Je ne peux que me sentir en parfaite harmonie avec ce sentiment. Je ne peux que me réjouir de voir la force qu'il donne au groupe des pays d'Amérique latine et des Caraïbes à la FAO. Ils constituent un front puissant, actif et vigoureux en défense de l'Organisation. Ils brandissent bien haut l'étendard du multilatéralisme dans lequel ils voient une garantie de l'indépendance qu'ils chérissent tant.

Je le dis avec émotion: au moment où certains parlent d'une crise de confiance, quand d'autres sont passifs ou encore trop plongés dans la pauvreté et la dépendance pour parler haut et clair, le soutien loyal et efficace qu'ils donnent à l'Organisation a une grande signification pour moi.

Je viens de vous rappeler ce que la FAO apporte à la Région; elle reçoit aussi beaucoup d'elle et espère recevoir plus encore dans l'avenir. En fait, le monde entier a besoin de l'Amérique latine et des Caraïbes. Peut-être parce que la Région est l'épitomé de notre univers à multiples facettes, parce qu'au passé le plus ancien elle allie l'avenir le plus dynamique elle a une contribution entièrement originale à faire.

Les idées qui ont été échangées à cette Conférence régionale et les options qui y ont été définies exerceront une profonde influence sur l'avenir de l'agriculture et du développement rural de la Région. Elles trouveront aussi, j'en suis convaincu, un écho dans le monde entier.

Je souhaite donc de tout coeur la bonne réussite de toutes vos activités.

ANNEXE E

MODIFICATIONS AU PLAN D'ACTION

Page 4, paragraphe 3, ligne 9:

...exportation des produits primaires y compris le pétrole,...

Page 6, paragraphe 4, ligne 10:

...dépendra de la capacité du secteur public à définir son rôle clairement et à induire...

Page 7, les paragraphes ayant pour titre "Le fardeau de la dette extérieure" sont remplacés par les suivants:

Le fardeau de la dette extérieure

La dette extérieure des pays d'Amérique latine et des Caraïbes - quelque 421 000 millions de dollars - est sans aucun doute l'une des principales raisons de la difficulté qu'éprouve la grande majorité de ces pays à réaliser simultanément une croissance économique, un équilibre extérieur et un degré raisonnable de stabilité du niveau des prix. Malgré l'amélioration relative récente de quelques indicateurs d'endettement, telle que l'inflation du dollar et l'accroissement considérable des exportations de produits non pétroliers, les niveaux de l'endettement au milieu de l'année 1988 continuent à être très élevés. Le renversement de la direction dans laquelle les ressources sont transférées, résultant de l'endettement, n'a pas seulement réduit la production, mais a affecté presque exclusivement les investissements, ce qui compromet l'avenir de la croissance. S'acquitter scrupuleusement du service de la dette extérieure signifie freiner le redressement de la situation en matière d'investissement, d'emploi et de salaires.

Des solutions ont été proposées pour venir à bout du problème de la dette: elles diffèrent, naturellement, d'un pays à l'autre en fonction de la situation économique, de la structure de la dette et de la relation du pays avec ses créanciers. Les aspects multilatéraux et bilatéraux de la dette, qui, loin de s'exclure mutuellement sont complémentaires, font partie des solutions nationales possibles à la fois à court et à long termes.

Les pays de la Région ont insisté sur la nécessité d'adopter une approche politique de la dette, qui reconnaisse qu'il s'agit d'un problème de structure et non pas simplement d'une question économique, comme on l'a dit au début; ils demandent instamment que les pays créanciers ajustent eux aussi leurs économies, conformément au principe de coresponsabilité.

Beaucoup de pays de la Région semblent en venir à la conclusion que s'acquitter complètement des obligations du service de la dette et essayer de réaliser la croissance avec l'argent restant, peut être plus onéreux du point de vue économique, social et politique que de ne s'en acquitter que partiellement. De fait, la plupart d'entre eux ont déjà été obligés de réduire unilatéralement leurs versements au titre de la dette.

Négociations commerciales multilatérales

L'emploi massif de subventions pour améliorer la compétitivité des exportations de produits agricoles, l'accumulation des excédents, la prolifération des barrières protectionnistes, les conflits commerciaux fréquents et les coûts gigantesques et croissants des programmes d'aide à l'agriculture mis en oeuvre par les pays développés suscitent un mécontentement général. Ces problèmes ont généré des efforts pour organiser les marchés agricoles internationaux et donner plus d'efficacité au GATT sous ce rapport en lui conférant des pouvoirs lui permettant d'imposer des règles et de veiller à leur observation.

L'objectif concret des négociations multilatérales sur l'agriculture est de parvenir à réduire les obstacles aux importations imposés par les pays développés, à discipliner l'utilisation de toutes les subventions, directes ou indirectes, et à atténuer les effets défavorables des règlements et des barrières non tarifaires.

En 1987 et 1988, les différents groupes de pays ont clairement défini leur position en fonction de leurs intérêts en tant qu'exportateurs ou importateurs et en tant que pays développés ou en développement. Même quand toutes les parties impliquées semblent accepter la nécessité de mettre de l'ordre dans les marchés agricoles, il subsiste des différences importantes en ce qui concerne les délais, les produits, les arrangements spéciaux en faveur des pays en développement, le démantèlement des politiques intérieures de soutien et autres. Les différentes positions adoptées ont entraîné des désaccords sur la manière de procéder pour libéraliser le commerce international des produits agricoles.

Plusieurs pays importants de la Région font partie du Groupe du CAIRNS, qui attache une grande importance à l'agriculture dans le cadre de l'Uruguay round du GATT. Ce groupe a pris en considération une gamme étendue de produits agricoles et propose un programme initial portant sur l'organisation des marchés agricoles à moyen terme, auquel ferait suite de nouvelles règles multilatérales, plus vigoureuses. Il propose également que des mesures correctives soient rapidement appliquées pour compléter les accords sur le statu quo et le démantèlement, conclus à Punta del Este. L'Uruguay round est aussi une tribune très importante pour les pays importateurs de la Région. Lors des négociations, il faudra prendre en compte les intérêts des deux groupes de pays. La meilleure défense contre les subventions à l'exportation est de maintenir les restrictions à l'importation des produits agricoles subventionnés.

Un autre domaine d'intérêt pour les pays d'Amérique latine et des Caraïbes est la tendance à renforcer le principe de réciprocité non automatique relatif aux conditions de faveur accordées par les pays industrialisés. La transparence est un autre principe important que les pays de la Région doivent protéger, eu égard aux règles et droits compensatoires. Les embargos sur le commerce et autres mesures discriminatoires prises pour des motifs politiques sans avoir l'appui du Système des Nations Unies doivent être abolis.

Page 8, éliminer le premier paragraphe.

Page 8, dernier paragraphe:

La plupart des pays d'Amérique latine et des Caraïbes ne peuvent être satisfaits de...

Page 9, premier paragraphe, ligne 4:

Toutefois, malgré de graves défauts de conception, il est possible que l'essentiel de cette profonde évolution... persite...

Page 9, paragraphe 4, ligne 2:

Les principaux éléments de cette politique consistent à moderniser le secteur public afin d'améliorer la rentabilité à réorienter...

Page 9, paragraphe 5, ligne 1:

Il est fort possible que la dépense publique continue d'être soumise à de lourdes contraintes.

Page 10, paragraphe 4, ligne 6:

Eliminer "pour les petits producteurs et les paysans."

Ligne 8:

"Les gouvernements de la Région devraient avoir un rôle important dans l'encouragement à la création de coopératives de production, de consommation et de crédit et autres organismes formels et informels; mais la responsabilité..."

Page 11, premier paragraphe, ligne 1:

stimulus nécessaire à la croissance de la production agricole. On estime donc que la majeure partie de l'accroissement de la demande de produits agricoles sera essentiellement le résultat de mesures prises pour encourager la demande intérieure et faire progresser la sécurité alimentaire. Quoique...

Page 14, paragraphe 2, ligne 6:

systèmes qui sont lourdement hypothéqués par les contraintes imposées au budget national par la crise.

Page 14, paragraphe 2, dernière ligne:

"et la fourniture ainsi que la commercialisation de facteurs de production".

Page 14, paragraphe 3, ligne 8:

la santé animale, qui a une incidence considérable sur la croissance de la production, ne doit pas être ignorée.

Page 15, paragraphe 5, dernière ligne:

Ajouter: "Cependant, dans certains pays les grands ouvrages d'irrigation peuvent être essentiels pour le développement agricole et rural et pour améliorer la sécurité alimentaire et l'équité".

Page 16, sous le titre "pêches", paragraphe 3 devient paragraphe 1.

Page 16, paragraphe 2 (maintenant paragraphe 3), ligne 6:

pêcheries de toutes tailles, à la fois côtières...

Page 16, paragraphe 5, ligne 6:

aquaculture et mariculture. La pénurie de capitaux entravera le processus d'expansion et de modernisation à moins que l'on puisse accélérer les apports de technologie et de capitaux provenant de sources extérieures.

Page 17, paragraphe 6, ligne 3:

et coopération technique.

Page 17, paragraphe 7, ligne 3:

difficultés d'exploiter ces potentiels en raison de la crise. Les principaux problèmes relatifs au commerce sont la concurrence de la CEE et des Etats-Unis, qui repose sur les subventions aux exportations et à la production, les facilités de crédit offertes par les exportateurs des pays développés, l'inadéquation des services d'expédition, les frets élevés frappant les produits transportés dans d'autres pays de la Région, et les difficultés d'accès aux marchés des pays développés.

Page 18, paragraphe 3, ligne 5:

technologies, la commercialisation et la transformation...

Page 18, paragraphe 7, ligne 2:

les pays respectifs, peut être bénéfique. La question délicate...

Page 19, paragraphe 1, ligne 1:

des mesures sont nécessaires pour réguler les activités de ces firmes afin de tirer profit des avantages tout en évitant les conséquences sociales et économiques négatives. La longue expérience de la Région et les études exécutées dans le cadre du Système des Nations Unies, notamment celles de la FAO, peuvent servir de base pour formuler des politiques qui définissent explicitement la fonction des firmes transnationales dans le développement des zones rurales et du secteur agricole.

Page 19, paragraphe 2, remplacer la première phrase par: "Un autre problème requérant une plus grande coopération internationale est celui des stupéfiants".

Page 19, sous le titre "Rôle de la FAO":

Ligne 2: "aide aux Etats Membres de la Région, quand ils le demandent, pour formuler..."

Ligne 6: "aider les pays, quand ils le demandent, à mettre en oeuvre..."

Ligne 11: "coopérer avec les Etats Membres pour évaluer les incidences éventuellement nocives de la dette extérieure et des mesures d'ajustement économique".

Ligne 15: "aider à mobiliser des ressources extérieures pour l'agriculture en s'adressant à la communauté internationale, tout en allouant des ressources accrues prélevées sur son Programme ordinaire".

Ligne 23: "...occupés dans les secteurs de l'alimentation et de l'agriculture..."

Page 19, ajouter au dernier paragraphe:

Attirer l'attention des organismes internationaux d'aide financière et technique sur l'analyse et les propositions relatives aux stratégies et aux grandes options présentées contenues dans le Plan d'action et l'Etude, afin qu'ils augmentent leurs allocations aux pays d'Amérique latine et des Caraïbes.

